



Assurance

- ▶ Responsabilité civile Prestataire de service

ASSOC FRANCAISE DE KITE - AFKITE
10 RUE DE LA BOUVINE
34160 ST DREZERY FR

Votre conseiller

AIR COURTAGE ASSURANCES
HOTEL ENTREPRISES P BLANCHE
ALLEE DES LILAS BP 70008
1155ST VULBAS CEDEX
Tel : 04 27 46 54 00
Fax : 04 74 46 09 14
E-Mail : INFO@AIR6ASSURANCES.COM
N° ORIAS : 07000679
www.orias.fr

Vos références

Contrat n° 10591740604
Client n° 0687248820

Ce contrat est conclu entre :
AXA France IARD SA,
et ASSOC FRANCAISE DE KITE - AFKITE.

Ce contrat prend effet le 01/01/2020.

Il s'agit d'un REMPLACEMENT qui annule et remplace le contrat précédemment souscrit sous le même numéro ainsi que les conditions particulières du 01/01/2020.

Adresse du souscripteur :
10 RUE DE LA BOUVINE
34160 ST DREZERY FR

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 €

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche – 92727 Nanterre Cedex - 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opération d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI _ sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

CONDITIONS PARTICULIERES

PREAMBULE

Généralités

Le présent contrat est régi sur les bases suivantes par :

- **Les présentes Conditions Particulières.**
- **Les Conditions Générales AXA « Responsabilité Civile des Prestataires de Services » réf 460653 E 12 2018 ;**
- **la notice d'information "application de la garantie dans le temps" N°490009**

dont le souscripteur reconnaît avoir reçu un exemplaire, constituent le contrat d'assurance.

Embargo/Sanctions

Le présent contrat sera sans effet et l'assureur ne sera pas tenu de payer une indemnité ou de fournir des garanties au titre du présent contrat dès lors que l'exécution du contrat exposerait l'assureur aux sanctions, interdictions ou aux restrictions résultant des résolutions des Nations Unies ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union européenne, le Royaume Uni ou les États-Unis d'Amérique.

Dispositions Particulières

Étant précisé que le présent contrat est réputé conforme aux exigences du Code du Sport en matière d'assurances, notamment l'article L 321.1 du Chapitre I du Titre II, livre troisième du dit code.

Le présent contrat n'a pas vocation à garantir les dommages corporels subis par les sportifs.

L'Assuré déclare avoir souscrit cette garantie par contrat d'assurance séparé.

1 DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES CHAPITRES

1.1 Souscripteur

L'AFKITE agissant pour son propre compte et celui de ses membres et structures : AFKITE, 10 Rue de la Bouvine
– 34 160 ST DREZERY - France

1.2 Intermédiaire / Courtier :

AIR COURTAGE ASSURANCES
Hôtel d'Entreprises Pierre Blanche – Allée des Lilas
01150 SAINT VULBAS – France

1.3 Assuré :

La notion d'Assuré est définie dans chacune des garanties énumérées dans les présentes conditions particulières.

1.4 Assuré additionnel

GMK (Groupement des Moniteurs de Kite), Syndicat des moniteurs professionnels de glisse aérotractée.

1.5 Activités garanties

De manière générale, toutes les activités statutaires et/ou agréées et/ou représentées par l'AFKITE dont notamment (liste non exhaustive) :

- Toutes les activités requises et/ou pratiquées dans le cadre des activités statutaires, connexes ou annexes de l'AFKITE,

- Les activités d'entraînement, de perfectionnement, de promotion
- L'école : tout type de formation
- La pratique de l'instruction en général conformément à la réglementation en vigueur localement
- Les activités autorisées par l'article L212-1 Code du sport
- La pratique de loisir et/ou de compétition -autonome ou encadrée, les tentatives de record, l'enseignement ou l'encadrement de ces activités avec la mise en œuvre des moyens nécessaires (dont câble, module, treuil, simulateur, remorquage...)
- Les activités annexes ou connexes et notamment récréatives, sportives, éducatives, entraînements, ainsi que l'animation, l'encadrement ou l'enseignement de ces activités.
- La pratique du SUP (Stand up paddle).
- La pratique du wing ou wing-foil.
- La pratique par engins flottants tractés sur l'eau par un bateau à moteur, tels que bouées, ski bus, fly fish **à l'exclusion de la pratique du parachute ascensionnel.**
- Commercialisation par l'intermédiaire d'une centrale d'achat de matériels et d'équipements neufs pour la pratique du kite – sans prestation de conception, fabrication, maintenance ou d'entretien. Cette activité est exercée en France métropolitaine, DROM, COM et POM.

1.6 Objet de la garantie

Le présent contrat garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile lui incombant en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans l'exercice de l'activité déclarée précisément aux présentes conditions particulières.

Le contrat s'applique à la responsabilité civile encourue par l'assuré notamment du fait :

(Liste donnée à titre indicatif et non exhaustif)

- Des dommages survenus à l'occasion de la pratique assurée quel que soit le support de glisse (eau, terre ou neige), y compris activités associatives, sportives, éducatives et récréatives, mêmes non organisées, dès lors qu'elles se déroulent dans les locaux ou sur tous les lieux de pratique de l'activité ;
 - Des dommages survenus à l'occasion de trajets liés à la pratique (notamment entre le site de pratique et l'école ou le club)
 - Des dommages survenant lors des déplacements collectifs et voyages organisés par l'AFKITE ou toute structure adhérente à l'AFKITE, lorsque ceux-ci s'exercent dans le cadre de la pratique des activités assurées ;
 - Des dommages survenant aux membres en mission **à l'exclusion de la Responsabilité civile médicale ou paramédicale.**
 - Des dommages survenant au cours des déplacements individuels, quel que soit le mode de déplacement utilisé dans le cadre de l'exercice des activités garanties et mettant en cause la responsabilité civile de l'assuré.
- La responsabilité relevant des assurances de circulation à caractère obligatoire est exclue.**

- Des dommages causés par le bateau dans le cadre de l'activité de glisse aérotractée, que ce soit pour aller sur le site de pratique ou y acheminer des pratiquants, pour encadrer des élèves ou les tracter dans le cadre de leur apprentissage du kite et pour le tractage des engins flottants.
- Des dommages causés survenant lors de démonstrations ou participation à des manifestations sportives, compétitions, tentatives de record et à leurs essais, y compris lorsque la vitesse est le facteur essentiel de classement des concurrents.

Seront donc expressément garantis :

- Les marches d'approches vers les sites de pratique et les marches retour à pied
- Les entraînements physiques au sol
- Les mises ou sorties à l'eau

Les activités ci-dessus énumérées ne sont données qu'à titre indicatif et non limitatif, l'Assureur reconnaît avoir suffisamment apprécié les risques liés aux activités de l'Assuré et de ce fait s'engage à ne pas les opposer à l'Assuré qui ne sera tenu d'en déclarer que les changements principaux constitutifs d'une aggravation de risque substantielle au sens des articles L.113-2, 3° et L.113-4 du Code des assurances.

1.7 Déclarations du Souscripteur

Le Souscripteur déclare que l'Assuré :

- est une Association loi 1901.
- a occasionné 27 sinistres au cours des CINQ dernières années et n'a pas été résilié pour sinistre par son précédent assureur.
- **à pris pleinement connaissance que la garantie Atteinte accidentelle à l'environnement est exclue du présent contrat.**

1.8 Définitions communes à toutes les garanties

En complément des définitions déjà prévues aux présentes Conditions Générales on entend par :

- CATAKITE :

Un catakite est un catamaran tracté par un cerf-volant de traction (kite).

Les catamarans utilisés sont généralement des petits catamarans à voile mais déshabillé de leur gréement (voile et mat). Un point d'ancrage central permet d'y accrocher le cerf-volant de traction. Le safran est conservé pour gérer la direction du bateau.

Les cerfs-volants utilisés sont les mêmes que ceux utilisés en kitesurf. Il faut être deux pour faire du catakite, un s'occupe de diriger (barrer) le bateau pendant que l'autre pilote le kite à l'aide d'une barre comme en kitesurf. Le catakite est particulièrement intéressant pour les handicapés.

- ENGIN TRACTES :

Pratique de toute forme d'engins flottants fabriqués et conçus pour être tractés sur l'eau par un bateau à moteur, tels que bouées, ski bus, fly fish....

Le nombre de personnes pouvant utiliser un engin donné est fixé par le constructeur de l'engin.

A l'exclusion de la pratique du parachute ascensionnel.

- KITE :

Cerf-volant de traction de toute taille ou forme utilisé comme moyen de traction sur l'eau (appelé couramment kitesurf), la neige (appelé couramment snowkite) ou la terre, et permettant l'évolution de différentes figures ou régates. A noter que le catakite, le foil et le buggy sont des pratiques du kite.

Il s'agit donc de tous types d'engins de glisse ou de roulage (quel que soit le support de glisse) dont le point commun est l'aile de traction et qui se distinguent en fonction du milieu et du type de pratique.

Le kite permet l'emport d'un ou plusieurs passagers selon l'engin de glisse ou de roulage (notamment en catakite, kiteboat, kite-buggy, et kite biplace).

- KITEBOAT

Bateau de type dériveur tracté par une aile de kite et piloté par un kiteur. Le Kiteboat est susceptible d'emporter des passagers.

- KITEUR :

Personne pratiquant le kite.

- KITE BUGGY :

Véhicule équipé de roues qui se déplace grâce à un cerf-volant de traction (kite). Ce char est conçu de façon similaire au char à voile. Au-delà d'un loisir, le kite buggy est devenu une discipline sportive.

- PASSAGER :

Personne transportée se trouvant à bord du catakite, du kiteboat, du kite-buggy ou du kite biplace, non responsable de l'accident et n'ayant aucune fonction à bord.

- SUP :

Le Stand up paddle, voire planche à rame, est un sport de glisse nautique où le pratiquant est debout sur une planche plus longue qu'une planche de surf classique, se propulsant à l'aide d'une pagaie, paddle en anglais.

- TIERS

Toutes personnes autres que :

- l'Assuré responsable du sinistre,
- les personnes physiques membres de l'AFKITE ou GMK, l'AFKITE, le GMK, les structures membres de l'AFKITE ou GMK (école, club..)
- Les personnes suivantes : préposés de l'assuré responsable, ses stagiaires, candidats à l'embauche et aides bénévoles lorsqu'elles remplissent les conditions leur permettant de bénéficier de la législation sur les accidents du travail.

IL EST PRECISE QUE LES ASSURES BENEFICIENT DE LA QUALITE DE TIERS ENTRE EUX POUR LES DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS ET IMMATERIELS CONSECUTIFS.

- WING

Le Wing ou Wing foil est une activité connexe au kite : peut fonctionner avec un SUP (Stand Up Paddle), une planche de kite ou tout autre support de roulage ou de glisse (eau, terre, neige)

1.9 Conditions des garanties

1.9.1 Praticants Assurés

La personne physique doit être membre de l'AFKITE au moment du sinistre, et avoir réglé sa prime d'assurance.

1.9.2 Cas particulier des professionnels (moniteurs professionnels, élèves- moniteurs professionnels)

La pratique de l'emport passager(s) et de l'enseignement professionnel ne sera garantie que sous réserve du respect des obligations de qualification édictées par l'article 43 de la Loi sur le sport n° 84-610 du 16 juillet 1984 modifiée, ou par tout autre diplôme reconnu dans le pays concerné.

1.9.3 Cas particulier de « Elève inscrit à l'Année » en Kite :

La garantie est acquise à l'assuré uniquement pour sa pratique encadrée par un moniteur diplômé AFKITE ou pas.

1.9.4 Conditions de la garantie pour l'emport passager(s) en Kite :

Les pratiquants du kite, professionnels ou non, y compris les élèves, doivent souscrire l'extension RC EMPORT DE PASSAGER pour le Catakite, le kiteboat, le Buggy-Kite ou le kite biplace : Cette extension couvre en responsabilité civile les dommages corporels et/ou matériels occasionnés aux tiers et aux passager(s) en cas d'accident moyennant une surprime que définit ci-après.

1.9.5 Conditions de garantie des élèves moniteurs :

L'élève moniteur devra obligatoirement souscrire une assurance Responsabilité Civile Moniteur au premier jour de sa préformation sous réserve qu'il soit évalué apte par les formateurs.

1.9.6 Conditions de garantie des moniteurs de kite :

La pratique de l'enseignement professionnel ne sera garantie que sous réserve du respect des obligations de qualification édictées par les articles L212-1 et suivants du Code du Sport.

La couverture Responsabilité Civile Moniteur Professionnelle n'est acquise qu'au sein d'une structure AFKITE, sauf pour les élèves moniteurs pendant leur formation.

Les moniteurs de kite ou élèves moniteurs de kite doivent être obligatoirement membres du GMK (Groupement des Moniteurs de Kite).

1.9.7 Conditions de garantie pour les structures :

Toute modification de la composition des structures écoles (sites, enseignements, équipes pédagogiques, modes de fonctionnement) doit être systématiquement déclarée au préalable au bureau de l'AFKITE sous peine de déchéance de garantie. Suite à la demande, l'AFKITE a 30 jours pour répondre favorablement ou non. La garantie n'est acquise qu'après agrément de l'AFKITE et vérification par ces derniers de la validité de son adhésion au GMK.

L'AFKITE se réserve le droit de radier un moniteur ou une structure pour non-respect des statuts ou des règles de l'association.

1.10 Dispositions communes

1.10.1 – dispositions spécifiques pour la garantie FAUTE INEXCUSABLE DE L'EMPLOYEUR.

Cette garantie s'applique à titre subsidiaire en complément ou défaut de garanties de même nature dont l'assuré peut bénéficier par ailleurs dans un autre contrat d'assurance et dont le montant constitue alors une franchise du présent contrat.

Cette garantie s'applique à une territorialité limitée à la France métropolitaine et aux DROM.

1.10.2- Paiements électroniques

En cas de paiements électroniques (notamment dans le cadre du commerce en ligne).

L'assuré acceptant les moyens de paiements électroniques en ligne :

- déclare utiliser un système de sécurisation des transactions effectuées au moyen d'une carte de paiement,
- déclare ne pas stocker sur son site les données transmises pour la réalisation du paiement (notamment les n° de cartes et nom de porteur associé),
- déclare effectuer les contrôles et enregistrements nécessaires au suivi des transactions réalisées,
- déclare effectuer de son système d'exploitation, de ses programmes et données les sauvegardes nécessaires à un redémarrage en cas de dommage ou à une conservation d'informations, et déposer au moins un exemplaire de ces dernières à l'extérieur des locaux.

Dans le cas contraire, l'assuré perd le bénéfice de la garantie.

1.10.3 - Responsabilité civile du fait des bateaux ou engins flottants.

Par dérogation partielle à l'exclusion de l'article 4.26 des conditions générales, la garantie du contrat est étendue aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré à la suite de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés aux tiers du fait de la navigation de véhicules ou engins flottants sous réserve :

- que le véhicule ou engin flottant :
 - soit utilisé dans le cadre des activités déclarées au titre du présent contrat ;
 - que la longueur n'excède pas vingt mètres et que le nombre de personnes pouvant être transportées ne soit pas supérieure à quinze y compris l'équipage.
- que le pilote soit titulaire des certificats exigés par les règlements publics ou qu'une personne au moins titulaire du certificat correspondant au type de l'embarcation soit présente aux côtés du pilote.

Sans préjudice des autres exclusions prévues par ailleurs au contrat, sont exclus :

- **L'utilisation des bateaux pour les besoins personnels de l'assuré et des personnes dont il est responsable ou pour leur agrément.**
- **Tous les dommages subis par les bateaux ou embarcations flottantes.**
- **Les dommages résultant de bateaux à caractère expérimental et/ou des prototypes.**

Cette garantie est accordée à concurrence du montant indiqué dans le tableau de garantie des présentes conditions particulières.

1.10.4 – Responsabilité civile après Livraison pour l'activité de :

Commercialisation par l'intermédiaire d'une centrale d'achat de matériels et d'équipements neufs pour la pratique du kite – sans prestation de conception, fabrication, maintenance ou d'entretien.

Cette activité est garantie lorsqu'elle est exercée en France métropolitaine, les DROM, COM et POM.

Le contrat garantit les assurés contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leurs incomber en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers **et résultant des produits vendus par l'assuré ou les structures affiliées**, lorsque ces dommages surviennent postérieurement à la réalisation de la vente de ces produits, et qu'ils relèvent des activités assurées telles que définies au présent contrat.

Cette garantie s'applique à la Responsabilité civile après livraison des produits ou réception des travaux qui s'exerce en raison des dommages ayant pour origine :

- une erreur de conception,
- un vice caché de fabrication, de montage, de matière,
- un défaut de sécurité,
- une erreur dans l'exécution de prestations,
- une erreur dans la rédaction des instructions et préconisations d'emploi, des documents techniques et d'entretien de ces produits, matériaux ou travaux,
- un conditionnement défectueux,
- une malfaçon des travaux exécutés,
- un défaut de conseil lors de la vente.

Par dérogation partielle aux « Exclusions générales » des Conditions Générales, sont garantis les dommages immatériels non consécutifs résultant :

- d'un vice caché ou défaut non apparent des produits fournis,
- d'un défaut de sécurité des produits fournis,
- d'une erreur commise dans les instructions d'emploi de ces produits,
- d'une erreur commise dans l'exécution des prestations,

dans la mesure où ce vice caché, ce défaut ou cette erreur s'est révélé après livraison.

SANS PREJUDICE DES AUTRES EXCLUSIONS PREVUES AU CONTRAT, SONT EXCLUS :

– LES FRAIS ENGAGES POUR LA DEPOSE/ REPOSE ET/OU LE RETRAIT DES PRODUITS FOURNIS ;

– TOUT PREJUDICE PECUNIAIRE RESULTANT D'UNE INSUFFISANCE DE PERFORMANCE OU DE RENDEMENT DU PRODUIT LIVRE PAR RAPPORT AUX SPECIFICATIONS TECHNIQUES DEFINIES AU MARCHE QUI SE REVELERAIT APRES LIVRAISON EN L'ABSENCE DE TEST OU ESSAIS LORS DE LA LIVRAISON OU ALORS QUE CEUX-CI N'ONT PAS ETE JUGES SATISFAISANTS.

Cette garantie est accordée à concurrence du montant indiqué dans le tableau de garantie des présentes conditions particulières.

1.10.5 - Occupation temporaire des locaux

Par dérogation aux articles 4.10 et 4.25 des conditions générales, la garantie du contrat est étendue en sa qualité d'occupant temporaire de locaux lors du rassemblement annuel des moniteurs et des adhérents de l'AFKITE réunissant un maximum de 300 participants.

Cette manifestation a lieu en France métropolitaine pour une durée inférieure à 6 jours consécutifs.

La garantie est étendue à la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages matériels et immatériels consécutifs causés par un incendie, une explosion, l'eau ayant pris naissance dans l'enceinte des établissements et qui en sont la conséquence vis-à-vis :

a) du propriétaire ou de l'exploitant pour les dommages subis par les biens confiés à l'assuré résultant d'un incendie, d'une explosion, d'un phénomène d'origine électrique, de l'action de l'eau ayant pris naissance dans les biens mis à la disposition de l'assuré sur les lieux de la manifestation.

b) des voisins et des tiers pour les dommages subis par les biens des voisins et autres tiers dans le cadre des activités garanties par le présent contrat et résultant de la communication d'un incendie, d'une explosion, d'un phénomène d'origine électrique ou de l'action de l'eau ayant pris naissance dans les biens mis à la disposition de l'assuré sur les lieux de la manifestation.

SANS PREJUDICE DES EXCLUSIONS PREVUES PAR AILLEURS, DEMEURENT EXCLUS DE LA GARANTIE :

- ⇒ **les dommages subis par les biens que l'assuré détient en vertu d'un contrat de dépôt rémunéré ou qui lui sont remis en vue de la vente ou de la location ;**
- ⇒ **les dommages subis par les biens que l'assuré détient en vertu d'un contrat de leasing ou de crédit-bail ;**
- ⇒ **les dommages causés en cours de transport.** Toutefois, si l'assuré n'est pas un transporteur professionnel la garantie lui est acquise lorsqu'il effectue lui-même un transport accessoirement aux activités définies au contrat ;
- ⇒ **les dommages subis par les espèces, les biens et objets de valeurs tels que titres, bijoux, pierreries, perles fines, objets en métaux précieux, pierres dures, statues, tableaux, collections, objets relevant du marché de l'art, fourrures ;**
- ⇒ **les dommages causés aux biens déposés dans les vestiaires ;**
- ⇒ **le vol, la perte ou la disparition totale ou partielle des biens confiés** sauf si la responsabilité en incombe à l'assuré en sa qualité de commettant et qu'il n'en est ni auteur ou complice.

ainsi que les dommages immatériels qui en sont la conséquence.

Le montant de la garantie pour les dommages matériels causés aux biens immobiliers et mobiliers confiés, loués ou prêtés à l'assuré et des dommages immatériels qui leur sont consécutifs est limité, pour l'ensemble de ces dommages à **1.000.000 €** par sinistre et par année d'assurance dont **100.000 € par sinistre** pour les biens mobiliers avec application d'une franchise de **250 €** par sinistre.

1.11 Exclusions communes à l'activité de glisse aérotractée :
--

Outre les exclusions prévues par ailleurs au contrat SONT FORMELLEMENT EXCLUS :

A - LES DOMMAGES ISSUS DES ACTIVITES RELEVANT D'UNE COUVERTURE D'ASSURANCE TERRESTRE OU MARITIME OBLIGATOIRE ; Restent toutefois couverts, conformément à l'article 1.6 et conformément à l'article 1.10.3, tous les accidents survenus lors de la navigation en bateau dans le cadre de l'activité de glisse aérotractée, que ce soit pour aller sur le site de pratique ou y acheminer des pratiquants, pour encadrer des élèves ou les tracter dans le cadre de leur apprentissage du kite.

B - LES DOMMAGES CAUSES DU FAIT DU NON-RESPECT EN CONNAISSANCE DE CAUSE PAR L'ASSURE DE LA REGLEMENTATION LOCALE EN VIGUEUR, QU'ELLE SOIT AERONAUTIQUE, NAUTIQUE OU SPORTIVE.

C - LES DOMMAGES CAUSES LORS DE TOUT ENSEIGNEMENT DISPENSE HORS DES STRUCTURES AFKITE.

D - LES DOMMAGES IMPLIQUANT DES VEHICULES TERRESTRES A MOTEUR Y COMPRIS LES ENGINES DE CHANTIER AUTOMOTEURS FONCTIONNANT COMME OUTIL, LES REMORQUES OU SEMI-REMORQUES AINSI QUE LES APPAREILS TERRESTRES ATTELES A UN VEHICULE TERRESTRE A MOTEUR, DONT L'ASSURE OU LES PERSONNES DONT IL EST CIVILEMENT RESPONSABLE ONT LA PROPRIETE, LA CONDUITE, L'USAGE OU LA GARDE.

E - LES DOMMAGES RESULTANT DE LA PRATIQUE DES ACTIVITÉS AÉRONAUTIQUES, QUEL QUE SOIT LE TYPE D'AÉRONEF UTILISÉ (PARAPENTE, DELTAPLANE, SPEED-RIDING, ULM....).

F - LA RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE QUE POURRAIT ENCOURIR UNE STRUCTURE AFFILIÉE DU FAIT DE SES ACTIVITÉS COMMERCIALES, DONT NOTAMMENT : VENTE, ENTRETIEN, REPARATION DE MATÉRIELS DE KITE, EXPLOITATION COMMERCIALE DES SITES UTILISÉS POUR LA PRATIQUE DES ACTIVITÉS ASSURÉES. Reste toutefois couvert la Responsabilité Civile APRES LIVRAISON pour l'activité de centrale d'achat conformément à l'article 1.10.4.

G - LES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS DONT L'ASSURE RESPONSABLE DU SINISTRE EST LOCATAIRE, PROPRIÉTAIRE, UTILISATEUR OU AUX BIENS QUI LUI SONT CONFIES A UN TITRE QUELCONQUE.

H - LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU FAIT DES IMMEUBLES ET D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE TOUS LES DOMMAGES MATÉRIELS ET IMMATÉRIELS CAUSÉS PAR UN INCENDIE, UNE EXPLOSION, UN PHÉNOMÈNE D'ORIGINE ÉLECTRIQUE OU LES AYANTS PRIS NAISSANCE DANS L'ENCEINTE DES ÉTABLISSEMENTS DONT L'ASSURÉ EST PROPRIÉTAIRE, LOCATAIRE OU OCCUPANT À TITRE QUELCONQUE Y COMPRIS EN CAS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DES LOCAUX reste toutefois couvert l'occupation temporaire des locaux conformément à l'article 1.10.5.

I - DE TOUTES ATTEINTES À L'ENVIRONNEMENT QU'ELLES SOIENT ACCIDENTELLES OU NON ;

J - DE TOUT DOMMAGE CAUSÉ PAR LES ENGINS MARITIMES, FLUVIAUX OU AÉRIENS en dehors des activités garanties ;

K - DE TOUT DOMMAGE RESULTANT D'UN VIRUS OU D'UNE ATTEINTE LOGIQUE

· tout type d'acte de malveillance informatique qui affecte les programmes, progiciels, paramètres, données et systèmes informatiques,
· toute infection ou virus c'est-à-dire tout programme informatique se propageant par réplique de lui-même ou partie de lui-même et qui perturbe, modifie ou détruit tout ou partie des programmes, progiciels, paramètres, données et systèmes informatiques.

L - DE TOUTE ACTIVITÉ AUTRE QUE L'ACTIVITÉ GARANTIE ;

M. TOUTE RECLAMATION SE RAPPORTANT :

1- A LA RESPONSABILITÉ DE TOUT ASSURÉ EN QUALITÉ DE DIRIGEANT DE DROIT OU DE FAIT, QU'ELLE SOIT ENCOURUE INDIVIDUELLEMENT, CONJOINTEMENT OU SOLIDAIREMENT ;

2- TOUTE RECLAMATION DE PROVENANCE DES USA ET/OU CANADA.

Ne seront pas opposables aux Tiers victimes ou à leurs ayants droit :

- Les déchéances motivées par un manquement de l'Assuré à ses obligations commises postérieurement au sinistre
- Les cas d'exclusions, le non-respect des conditions de garantie ainsi que le non-respect des obligations de sécurité.

N – LES DOMMAGES CAUSÉS AUX MATÉRIELS UTILISÉS POUR LA PRATIQUE DES ACTIVITÉS ASSURÉES.

Restent cependant couverts les dommages matériels utilisés pour la pratique sportive dans le cadre des activités assurées et résultant de la responsabilité civile d'un Assuré envers un autre ;

1.12 Effet et durée du contrat

Echéance

Il est rappelé que l'échéance principale du contrat est fixée au **01/01** de chaque année.

Le contrat groupe RESPONSABILITE CIVILE (quel que soit la garantie : RESPONSABILITE CIVILE KITE PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABILITE CIVILE, GROUPEMENTS SPORTIFS ou RESPONSABILITE CIVILE ORGANISATEUR DE MANIFESTATIONS ET COMPETITIONS SPORTIVES) est souscrit par l'AFKITE pour le compte de ses membres et structures du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 jusqu'à la date d'échéance principale. Il est reconduit tacitement d'année en année dans les cas et conditions prévus aux conditions générales, avec préavis de **7 MOIS**.

Toutefois, les garanties RESPONSABILITE CIVILE KITE PERSONNE PHYSIQUE souscrites par les membres personnes physiques ne produiront leurs effets que 12 (douze) mois à compter de la date de souscription par le pratiquant, conformément à l'article 2.4 ci-dessous.

En cas de volonté de majorer ou de ne pas renouveler ses engagements à l'expiration de chaque période successive de 1 an, l'assureur devra le notifier formellement au Souscripteur au plus tard au 1^{er} juin qui précède la date d'expiration de la période de couverture, soit avec un préavis minimum de 7 mois. En cas de résiliation souhaitée par **le Souscripteur** à l'expiration de chaque période successive de 1 an, **le préavis est de 3 mois**.

Résiliation du contrat

Outre les dispositions prévues aux Conditions Générales, par dérogation à l'article R.113-10 du Code, l'**Assureur** s'engage à ne pas résilier le contrat après *sinistre* mais pourra procéder à un ajustement de la prime en respectant un préavis de 7 mois avant l'échéance anniversaire.

1.13 Tableau de garanties et de franchises

Montant des garanties et des franchises

(« Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties » ainsi qu'il est précisé à l'article 6.3 des conditions générales.)

NATURE DES GARANTIES	LIMITES DES GARANTIES	FRANCHISES par sinistre
Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus (Autres que ceux visés au paragraphe « Autres garanties » ci-après)	8.000.000 € par année d'assurance	
Dont :		

• Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs confondus	1.500.000 € par sinistre	- Pour les dommages corporels : NEANT - Pour les dommages matériels et immatériels consécutifs : 250 € par sinistre
Autres garanties :		
Faute inexcusable (dommages corporels) (article 2.1 des conditions générales) Garantie limitée à la France métropolitaine et DROM selon extension aux conditions particulières	1.000.000 € par sinistre et par année d'assurance	NEANT
Atteinte accidentelle à l'environnement (tous dommages confondus) (article 3.1 des conditions générales)	Exclue	
Dommages immatériels non consécutifs (article 3.2 des conditions générales)	Exclue	
Dommages aux biens confiés (selon extension aux conditions particulières)	Exclue	
Responsabilité civile après Livraison (Tous dommages corporels, matériels et immatériels confondus) – pour l'activité de commercialisation central d'achats selon Extension prévue ci-après dans les Conditions Particulières Dont : - dommages immatériels non consécutifs (selon extension aux conditions particulières)	1.500.000 € par sinistre et par année d'assurance 150.000€ par année d'assurance	750 € par sinistre 750 € par sinistre
Défense (art 5 des conditions générales)	Inclus dans la garantie mise en jeu	Selon la franchise de la garantie mise en jeu
Recours (art 5 des conditions générales)	25.000 € par litige	Seuil d'intervention : 300 €

2 RESPONSABILITE CIVILE KITE PERSONNE PHYSIQUE

2.1 Assuré

Toute personne physique, membre de l'AFKITE ou du GMK, quelle que soit sa nationalité et son âge, ressortissant ou résident français, y compris dans les DROM POM COM ou autres collectivités françaises d'outre-mer, ainsi que les personnes dont le lieu de résidence est, en Andorre, à Monaco ayant souscrit la garantie RESPONSABILITE CIVILE KITE PERSONNE PHYSIQUE proposée par l'AFKITE ou une structure adhérente AFKITE.

Pour les personnes physiques ne résidant pas dans les pays ci-dessus, ces derniers sont assurés uniquement s'ils pratiquent dans une structure AFKITE ou toute autre structure située en France ou dans les DROM, POM, COM.

Seront notamment garantis :

- Toute personne qui exerce contre rémunération une activité de kite entrant dans le cadre de l'article L212-1 du Code du Sport ou tout autre diplôme reconnu localement ;
- Tous les représentants légaux du souscripteur et des organismes qui en dépendent ;
- Tous les membres et dirigeants du souscripteur et des organismes qui en dépendent, soit :
 - Les pratiquants, les élèves / stagiaires, les moniteurs, les autres membres et plus généralement toute personne physique qui adhère à l'AFKITE ;
 - Les dirigeants desdites structures ainsi que leurs préposés salariés ou non, leurs membres, leurs moniteurs.
- Toute personne participant à quelque titre que ce soit, aux diverses activités de l'assuré, soit :
 - Les exploitants des sites de pratique déclarés à l'AFKITE seront considérés comme assurés additionnels, sous réserve d'obtention des autorisations administratives nécessaires ;
 - Les aides bénévoles pendant le temps où ils exercent les fonctions qui leur ont été confiées ;
 - Les accompagnateurs et initiateurs des structures ;

La garantie est étendue aux élèves à l'occasion des cours et stages organisés par l'Assuré, en France et à l'étranger, aux stagiaires rémunérés ou non, aux bénévoles.

Un certificat d'aptitude médical de non contre-indication à la pratique du KITE daté de moins de 2 ans devra être délivré pour tous les pratiquants âgés de plus de 59 ans à la date de la 1^{ère} souscription uniquement.

2.2 Objet de la garantie

Le contrat permet notamment à l'assuré de satisfaire à l'obligation d'assurance résultant des dispositions des articles L321-1 et suivants, L331-9 et suivants, et D321-1 et suivants du Code du Sport

Cette assurance garantit nominativement l'Assuré, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber en raison des dommages corporels et/ou matériels et/ou immatériels consécutifs causés à des tiers, à la suite d'un sinistre :

- survenu dans le cadre des Activités Assurées pratiquées par l'Assuré,
- lié à la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à la pratique de ces activités, tels que l'usage de câbles, modules fixes ou mobiles pour les besoins de la pratique sportive, de treuils fixes ou mobiles et de leurs câbles utilisés pour les besoins de glisses aérotractées, y compris lorsque ces treuils sont utilisés sur des véhicules terrestres à moteur ou bateaux.

2.3 Étendue de la garantie

La garantie est acquise à l'Assuré, tant pour les risques « au sol » que pour les risques « en évolution » c'est-à-dire au cours d'un saut, et ce dès le moment, où le montage du kite et/ou ses supports commencent jusqu'au moment où le démontage du kite et/ou ses supports sont terminés.

Sont garantis les dommages engageant la responsabilité de l'Assuré et subis par :

- les représentants légaux de la personne morale propriétaire des équipements de pratique lorsqu'ils sont transportés dans ou sur ceux-ci
- le conjoint, les ascendants, les descendants de l'Assuré responsable de l'accident lorsqu'ils sont transportés et uniquement pour les dommages corporels subis personnellement par ceux-ci.

Il est précisé que cette extension de garantie ne s'applique pas aux dommages subis par les salariés des assurés pendant leur service.

2.4 Effet et durée du contrat à l'égard des membres personnes physiques

Le membre individuel personne physique est assuré dès lors qu'il a souscrit son assurance RESPONSABILITE CIVILE KITE et qu'il s'est acquitté du règlement de l'assurance auprès d'AIR COURTAGE ASSURANCES, et sous réserve qu'il se soit acquitté de son ADHESION AFKITE.

Les garanties souscrites lui sont acquises pendant **12 mois à compter de sa souscription**.

Elles prennent automatiquement fin au terme de cette période. Les souscriptions individuelles sont donc **SANS tacite RECONDUCTION**.

Exemple pour la saison 2020 :

Un membre AFKITE souscrit son assurance le 15 mars 2020. Sa garantie expirera 12 mois après à minuit, soit le 14 mars 2021 à 23h59.

Il est entendu qu'en cas de résiliation du contrat groupe entre l'Assureur et l'AFKITE, la Compagnie s'engage à maintenir sa couverture pour l'ensemble des souscriptions individuelles jusqu'à leurs expirations effectives.

Exemple : Un membre AFKITE souscrit son assurances le 1^{er} juin 2020. Le contrat est résilié ou non renouvelé au 31/12/2020. Ce membre restera assuré jusqu'au 31 mai 2021.

Prise d'effet de la garantie

La garantie RESPONSABILITE CIVILE KITE PERSONNE PHYSIQUE prend effet de la manière suivante :

- ✓ En cas de souscription en ligne sur le site d'AIR COURTAGE ASSURANCES : la garantie est acquise dès réception de l'e-mail de confirmation automatique par le membre. Cet e-mail de retour est adressé automatiquement par le système et confirme la prise d'effet de la garantie d'assurance.
- ✓ En cas d'envoi par courrier (à l'AFKITE, à une structure adhérente ou à AIR COURTAGE ASSURANCES) : la prise de garantie d'assurance ne pourra pas être antérieure à la date du cachet de la poste.
- ✓ En cas de souscription auprès d'une structure adhérente à l'AFKITE : la prise de garantie est celle indiquée sur le bulletin de souscription.

L'Assureur reconnaît avoir pris bonne note des spécificités et pratiques de terrain en matière de prise de l'adhésion AFKITE et de l'assurance. Il s'engage ainsi à délivrer sa garantie en bonne intelligence par rapport aux pratiques de terrain, notamment pour les assurances temporaires.

2.5 Limite de garantie

La garantie RESPONSABILITE CIVILE KITE PERSONNE PHYSIQUE vis-à-vis des Tiers est acquise tous dommages confondus (corporels, matériels, et immatériels consécutifs) à concurrence d'un montant de 1 500 000 € par sinistre.

Ce montant de garanties ne vient pas en cumul des montants déjà indiqués au présent contrat.

2.6 Franchise

Sera appliquée une franchise absolue de **250 euros** par accident en cas de dommages matériels et immatériels consécutifs uniquement.

2.7 Etendue géographique

Par dérogation à l'article 6.1 des conditions générales, la garantie s'exerce dans le monde entier sauf aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, mais ne peut en aucune manière se substituer à celle qui, à l'étranger, serait à souscrire conformément à la législation locale auprès d'assureurs agréés dans le pays considéré.

SANS PREJUDICE DES EXCLUSIONS PREVUES PAR AILLEURS, DEMEURENT EXCLUS DE LA GARANTIE :

- les dommages résultant des activités exercées par des établissements ou installations permanentes, situés en dehors de la France y compris DROM POM COM ou autres collectivités française d'outre-mer, d'Andorre et de Monaco ;
- les dommages résultant de toutes activités sportives, prestations exercées ou du fait des produits livrés aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, ou à destination de ces pays.

Restent toutefois garantis les dommages survenus aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada à l'occasion de voyages de l'assuré ou de ses préposés dans le cadre de stages, missions commerciales ou d'études, simple participation à des foires, expositions, salons, congrès, séminaires ou colloques d'une durée inférieure à trois mois.

Il est convenu que les indemnités pouvant être mises à la charge de l'assuré à l'étranger, lui seront uniquement remboursables en France et à concurrence de leur contre-valeur officielle en euros au jour de la fixation du montant du préjudice.

Embargo/Sanctions

Le présent contrat sera sans effet et l'assureur ne sera pas tenu de payer une indemnité ou de fournir des garanties au titre du présent contrat dès lors que l'exécution du contrat exposerait l'assureur aux sanctions, interdictions ou aux restrictions résultant des résolutions des Nations Unies ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union européenne, le Royaume Uni ou les Etats-Unis d'Amérique.

2.8 Primes forfaitaires applicables TTC

CATÉGORIE D'ASSURANCE	TARIF ANNUEL FORFAITAIRE :
RC KITE PERSONNE PHYSIQUE (tout âge)	8 €
RC MONITEUR KITE	80 €
RC ELEVE KITE	6 €
RC TEMPORAIRE 1 JOURNEE (ELEVE ou PRATIQUANT) non renouvelable dans l'année	5€
EXTENSION RC EMPORT DE PASSAGER(S)	35 €

3 - RESPONSABILITE CIVILE GROUPEMENT SPORTIF

3.1 Assuré

Les Souscripteurs et plus généralement l'ensemble des personnes physiques ou morales dans le cadre de leurs activités de représentation du Souscripteur ou de ses structures adhérentes à l'AFKITE ou GMK.

Sont notamment garantis sans distinction :

- Tous les organismes qui dépendent des Souscripteurs sans exception ni réserve, soit notamment :
 - Les Écoles affiliées ou en autorisation de fonctionner par l'AFKITE ;
 - Les associations affiliées ou en cours d'affiliation à l'AFKITE ;
 - Les organismes à but lucratif affiliés ou en cours d'affiliation par l'AFKITE ;
 - Tout groupement sportif, association et société labellisés AFKITE et constitués dans les conditions prévues par les articles L121-1 et suivants du Code des Sports ;
 - Toute personne qui exerce au sein du réseau AFKITE contre rémunération une Activité Assurée entrant dans le cadre de l'article 212-1 et suivants du Code du Sport ou munie d'une carte professionnelle ou de tout autre diplôme reconnu localement ;
- Tous les représentants légaux du Souscripteur et des organismes qui en dépendent ;
- Tous les membres et dirigeants du Souscripteur et des organismes qui en dépendent, soit notamment :
 - Les pratiquants, les élèves, les autres adhérents et plus généralement toute personne physique qui adhère à l'AFKITE ;
 - Les dirigeants desdits organismes ainsi que leurs préposés salariés ou non, leurs membres, leurs moniteurs ;
- Toute personne participante, à quelque titre que ce soit, aux diverses activités de l'Assuré, soit notamment les aides bénévoles pendant le temps où ils exercent les fonctions qui leur ont été confiées
- Les propriétaires ou exploitants des sites de pratique déclarés à l'AFKITE, sous réserve d'obtention des autorisations administratives nécessaires.

3.2 Objet de la garantie

Cette garantie couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber aux Souscripteurs et aux Assurés du fait des dommages corporels et/ou matériels causés à des Tiers, à l'occasion d'accidents survenus lors des activités assurées et exercées dans le cadre de l'affiliation de l'AFKITE.

Cette garantie est conforme aux dispositions des articles L 321-1, L 321-7 et D 321-1 du Code du sport.

Cette garantie est étendue à la responsabilité civile du fait des dirigeants statutaires des mêmes personnes morales et de leurs préposés salariés ou non dans l'exercice de leurs fonctions, étant précisé que **demeurent exclus** :

Les dommages engageants :

- la responsabilité personnelle des dirigeants sociaux des personnes morales telles que définies au paragraphe 3.1 « Assurés » ci-dessus, résultant d'une faute de gestion dans leur mandat, d'une violation des statuts de l'association ou la société dont ils sont dirigeants, ou d'une infraction à la réglementation.

La garantie est également acquise aux assurés :

- En cas de mise en cause de la responsabilité civile de l'Assuré sur la base des articles L 321-1 et suivants du Code du Sport ;
- En cas de mise en cause de la responsabilité civile des Souscripteurs ou de l'Assuré en tant qu'organisateur de fêtes/manifestations, et journées portes ouvertes lorsque ces dernières ne sont pas soumises à autorisation préfectorale

3.3 Limite de garantie

La garantie RESPONSABILITE CIVILE GROUPEMENTS SPORTIFS vis-à-vis des tiers est acquise tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs) à concurrence d'un montant de 1 500 000 € par sinistre.

Ce montant de garanties ne vient pas en cumul des montants déjà indiqués au présent contrat.

3.4 Franchise

Néant.

3.5 Limites géographiques

Par dérogation à l'article 6.1 des conditions générales, la garantie s'exerce dans le monde entier sauf aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, mais ne peut en aucune manière se substituer à celle qui, à l'étranger, serait à souscrire conformément à la législation locale auprès d'assureurs agréés dans le pays considéré.

SANS PREJUDICE DES EXCLUSIONS PREVUES PAR AILLEURS, DEMEURENT EXCLUS DE LA GARANTIE :

- **les dommages résultant des activités exercées par des établissements ou installations permanentes, situés en dehors de la France y compris DROM POM COM ou autres collectivités française d'outre-mer, d'Andorre et de Monaco ;**
- **les dommages résultant de toutes activités sportives, prestations exercées ou du fait des produits livrés aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada, ou à destination de ces pays.**

Restent toutefois garantis les dommages survenus aux Etats-Unis d'Amérique et au Canada à l'occasion de voyages de l'assuré ou de ses préposés dans le cadre de stages, missions commerciales ou d'études, simple participation à des foires, expositions, salons, congrès, séminaires ou colloques d'une durée inférieure à trois mois.

Il est convenu que les indemnités pouvant être mises à la charge de l'assuré à l'étranger, lui seront uniquement remboursables en France et à concurrence de leur contre-valeur officielle en euros au jour de la fixation du montant du préjudice.

Embargo/Sanctions

Le présent contrat sera sans effet et l'assureur ne sera pas tenu de payer une indemnité ou de fournir des garanties au titre du présent contrat dès lors que l'exécution du contrat exposerait l'assureur aux sanctions, interdictions ou aux restrictions résultant des résolutions des Nations Unies ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union européenne, le Royaume Uni ou les États-Unis d'Amérique.

3.6 Prise d'effet et prime forfaitaire applicable :

La prise d'effet de la garantie est automatique au jour de l'affiliation du groupement sportif auprès de l'AFKITE.

Cette garantie est mutualisée et ne donne pas lieu à tarification expresse.

4 RESPONSABILITE CIVILE ORGANISATEUR DE MANIFESTATIONS ET COMPETITIONS SPORTIVES

4.1 Assuré

Les Souscripteurs et plus généralement l'ensemble des personnes physiques ou morales qui les représentent ou agissent pour leur compte dès lors que celles-ci ont la qualité d'organisateur.

Seront notamment garantis sans distinction tous les organismes qui dépendent des Souscripteurs, sans exception ni réserve, soit :

- Toute personne morale qui adhère à l'AFKITE ou GMK, dont :
 - Les associations affiliées ou en statut provisoire ;
 - Les organismes à but lucratif agréés ou en statut provisoire ;
 - Tout groupement sportif, association et société constitués dans les conditions prévues par le Titre Deuxième « Associations et Sociétés Sportives » du Code du Sport (article L121-1 et suivants) ;
- Toute personne qui exerce contre rémunération une activité entrant dans le cadre de l'article L212-1 du Code du Sport.
- Toute personne apportant bénévolement son concours à l'organisateur.

4.2 Prise d'effet de la Garantie

Selon dispositions communes (cf. article 1.12 Effet et durée du contrat).

4.3 Objet de la Garantie

Cette assurance a pour objet de garantir la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré pour les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs causés à des tiers à la suite d'un sinistre :

- survenu dans le cadre des Activités Assurées pratiquées par l'Assuré,
- lié à la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires à la pratique de ces activités, tels que l'usage de câbles, modules fixes ou mobiles pour les besoins de la pratique sportive, de treuils fixes ou mobiles et de leurs câbles utilisés pour les besoins de glisses aérotractées, y compris lorsque ces treuils sont utilisés sur des véhicules terrestres à moteur ou bateaux,
- et résultant d'une faute, erreur ou négligence :
 - dans l'organisation (y compris lors du rassemblement annuel des moniteurs et des adhérents de l'AFKITE réunissant un maximum de 300 participants).
 - dans la coordination de fêtes, évènements sportifs, manifestations nautiques ou compétitions sportives.

La garantie sera acquise pour toutes les manifestations agréées par l'AFKITE ou GMK sous réserve qu'elles soient déclarées préalablement à l'Assureur, et acceptées par ce dernier.

Condition de garanties

La garantie jouera automatiquement et sans surprime pour l'organisation de manifestations sportives pour l'ensemble des activités prévues à leur programme, y compris pour des activités ne relevant pas de l'AFKITE sous réserve que la manifestation se déroule en France métropolitaine et /ou dans les DROM.

Sans préjudice des autres exclusions prévues par ailleurs au contrat sont exclus :

Les dommages survenus au cours de manifestations aériennes, nautiques et de leurs exercices préparatoires, ou de manifestations de véhicules terrestres à moteurs (et de leurs essais) soumises à déclaration ou autorisation des Pouvoirs publics et dont la responsabilité incombe à l'assuré en tant qu'organisateur ou concurrent.

4.4 Limite de Garantie

La garantie RESPONSABILITE CIVILE ORGANISATEUR DE MANIFESTATIONS ET COMPETITIONS SPORTIVES est acquise tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs) à concurrence d'un montant de 1 500 000 € par sinistre.

Ce montant de garanties ne vient pas en cumul des montants déjà indiqués au présent contrat.

4.5 Limites géographiques

La présente garantie s'exerce en France Métropolitaine et dans les DROM.

4.6 Prime forfaitaire applicable

	TARIF FORFAITAIRE TTC
	:
TARIF FORFAITAIRE PAR MANIFESTATION, payable par l'organisateur	300 € / manif

5 – CONVENTIONS GENERALES

Les cotisations provisionnelles fixées à chaque échéance principale seront égales à **100 %** de la dernière cotisation annuelle définitive connue avant l'échéance concernée, conformément aux dispositions des conditions générales.

La cotisation annuelle définitive sera calculée à la fin de l'année d'assurance à raison du nombre d'adhérents :

Dans le cas où la cotisation annuelle provisionnelle excède la cotisation annuelle définitive, il sera procédé à un remboursement du trop-perçu dans la limite de **40 %** de la cotisation provisionnelle sans toutefois que la cotisation annuelle définitive puisse être inférieure à la cotisation annuelle minimale irréductible fixée à **59.500 euros**, frais et taxes en sus soit **65.000 euros TTC par an**.

Le nombre d'adhérents s'élève à **8 000**.

L'assuré étant admis à payer ses cotisations par trimestre, soit les **01/01, 01/04, 01/07, 01/10** de chaque année, il est précisé que cette faculté n'implique pas dérogation aux conditions générales et qu'en conséquence tout retard dans le paiement d'une des fractions ou la résiliation anticipée du contrat entraînerait de plein droit l'exigibilité immédiate du total de la cotisation.

Le souscripteur s'engage à communiquer à chaque trimestre le nombre d'adhérents par catégorie et nous transmettre la liste des assurés.

Règlement de la prime

Le courtier d'assurance collecte la prime soit auprès des membres, soit auprès des structures affiliées à l'AFKITE, soit auprès de l'AFKITE.

Le courtier reverse ensuite à l'**Assureur** les primes à chaque trimestre.

Echéance

Il est rappelé que l'échéance principale du contrat est fixée au **01/01** de chaque année.

Informatique et libertés

Je reconnais avoir été informé(e) conformément à l'Article 32 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée :

* Du caractère obligatoire des réponses aux questions posées ci-dessus ainsi que des conséquences qui pourraient résulter d'une omission ou fausse déclaration prévues aux Articles L 113-8 (nullité du contrat) et L 113-9 (réduction des indemnités) du Code des Assurances.

* Que les destinataires des données personnelles me concernant pourront être d'une part, les collaborateurs de l'assureur responsable du traitement et, d'autre part, ses intermédiaires, réassureurs, organismes professionnels habilités ainsi que les sous-traitants, missionnés tant en France que dans des pays situés hors de l'Union Européenne.

* Que la finalité du traitement est la souscription, la gestion (y compris commerciale) et l'exécution du contrat d'assurance mais que mes données pourront également être utilisées dans la mesure où elles seraient nécessaires :

- A la gestion et à l'exécution des autres contrats souscrits auprès de l'assureur ou auprès des autres sociétés du Groupe auquel il appartient

- Dans le cadre de traitements mis en oeuvre par l'assureur dont l'objet est la recherche et le développement pour améliorer la qualité ou la pertinence de ses futurs produits d'assurance et offres de services

* Que, en sa qualité d'assureur, il est fondé à effectuer des traitements de données relatives aux infractions, condamnations et mesures de sûreté soit au moment de la souscription du contrat d'assurance, soit au cours de son exécution ou dans le cadre de la gestion de contentieux conformément à l'autorisation unique donnée par la CNIL en date du 23 janvier 2014.

* Que, en sa qualité d'organisme financier, l'assureur est soumis aux obligations légales issues principalement du Code Monétaire et Financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme et, que à ce titre, il met en oeuvre un traitement de surveillance des contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon ou à une mesure de gel des avoirs conformément à l'autorisation unique donnée par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) le 16 juin 2011.

* Que mes données personnelles pourront également être utilisées dans le cadre d'un traitement de lutte contre la fraude à l'assurance que la CNIL a autorisé l'assureur à mettre en oeuvre conformément à l'autorisation unique en date du 17 juillet 2014 ; ce traitement pouvant conduire, le cas échéant, à une inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

* Que je dispose d'un droit d'accès et de rectification auprès d'AXA, Service Information Clients, 313 Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex pour toute information me concernant.

Des garanties sont prises par AXA pour assurer un bon niveau de protection des données à caractère personnel. En me rendant sur le site Axa.fr à la rubrique "données personnelles", je trouverai plus de détails sur

la finalité de ces accessibilités aux données, les pays de localisation des destinataires et sur les garanties de sécurité prises.

Je peux également demander une communication de ces renseignements par voie postale en m'adressant à "AXA - Service Information Client - 313 Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex".'

Fait à ST VULBAS CEDEX, en triple exemplaire,

Le 16/01/2020

LE SOUSCRIPTEUR

POUR LA SOCIETE

(Cachet commercial si entreprise)

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'D' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.



FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES « RESPONSABILITÉ CIVILE » DANS LE TEMPS

(annexe de l'article A. 112 du code des assurances)

Avertissement

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 112-2 du code des assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

Comprendre les termes

Fait dommageable :

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime.

Réclamation :

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie :

Période comprise entre la date de prise d'effet de la

garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente :

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I.

Sinon, reportez-vous au I et au II.

I. - Le contrat garantit votre responsabilité civile vie privée

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est enga-

gée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II. - Le contrat garantit la responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le « fait dommageable » ou si elle l'est par « la réclamation ».

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1. Comment fonctionne le mode de déclenchement par « le fait dommageable » ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2. Comment fonctionne le mode de déclenchement « par la réclamation » ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1 : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque.

L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2 : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable

au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3. En cas de changement d'assureur.

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserait. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous :

3.1. L'ancienne et la nouvelle garanties sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter

cette insuffisance pour autant que vous n'ayez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4. En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.



Responsabilité Civile

Conditions générales Responsabilité Civile des Prestataires de Services

Décembre 2018

 **Je choisis**
une assurance **citoyenne**

Le présent contrat est constitué par :

- les présentes Conditions générales qui définissent les obligations incombant à l'assureur et à l'assuré, ainsi que le mode de fonctionnement du contrat,
- les Conditions particulières qui adaptent le contrat à la situation particulière de chaque risque à garantir en fonction des déclarations du souscripteur.

Législation

Ce contrat est régi par le Code des assurances et le droit français.

Pour les risques définis à l'article L 191-2 du titre IX traitant des dispositions particulières pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle :

- sont applicables les articles impératifs : L 191-5, L 191-6,
- n'est pas applicable l'article L 191-7 auquel il est dérogé expressément.

Réglementation

Le présent contrat sera sans effet et l'assureur ne sera pas tenu de payer une indemnité ou de fournir des garanties au titre du présent contrat dès lors que l'exécution du contrat exposerait l'assureur aux sanctions, interdictions ou aux restrictions résultant des résolutions des Nations Unies ou aux sanctions économiques ou commerciales prévues par les lois ou règlements édictées par l'Union européenne, le Royaume Uni ou les États-Unis d'Amérique.

Commission de Contrôle

L'autorité chargée du contrôle de l'assureur désigné aux Conditions particulières est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), située au 4, place de Budapest CS 92459 75436 Paris Cedex 09.

SOMMAIRE

Chapitre	Page	Article
1. Définition générale de la garantie	3	1.1 Objet du contrat
2. Dispositions particulières	4	2.1 Dommages subis par les préposés
	5	2.2 Utilisation de véhicules terrestres à moteur
	5	2.3 Marchés publics et marchés passés avec des
3. Extensions de garantie	6	3.1 Atteinte accidentelle à l'environnement
	6	3.2 Dommages immatériels non consécutifs
4. Exclusions générales	7	
5. Défense et recours	10	5.1 Défense des intérêts civils
	10	5.2 Défense pénale et recours
6. Modalités de la garantie	13	6.1 Étendue géographique
	13	6.2 Application de la garantie dans le temps
	13	6.3 Montant des garanties et des franchises
7. Dispositions générales	15	7.1 Formation et prise d'effet du contrat
	15	7.2 Durée du contrat
	15	7.3 Résiliation du contrat
	16	7.4 Déclarations
	17	7.5 Transfert de propriété
	17	7.6 Cotisation
	18	7.7 Révision - Adaptation
	19	7.8 Mesures conservatoires
	19	7.9 Sinistres
	20	7.10 Subrogation
	20	7.11 Prescription
	21	7.12 Réclamation
8. Définitions	22	
9. Responsabilité environnementale	25	9.1 Définitions
	26	9.2 Objet de la garantie
	26	9.3 Dommages couverts
	27	9.4 Exclusions
	28	9.5 Montant de garantie et franchise
	28	8.6 Territorialité
	29	9.6 Territorialité
	29	9.7 Durée de la garantie
29	9.8 Sinistre	

Les mots qui figurent dans ces Conditions générales sous l'intitulé « Définitions » ont toujours dans le texte le sens correspondant à leur définition. Ils sont soulignés lors de leur première apparition.

1. DÉFINITION GÉNÉRALE DE LA GARANTIE

1.1 Objet du contrat

L'objet du contrat est défini par les Conditions générales et les Conditions particulières qui en font partie intégrante. Le contrat garantit l'assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile lui incombant en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans l'exercice de l'activité définie précisément aux Conditions particulières.

Le contrat s'applique à la responsabilité civile encourue par l'assuré du fait :

- des biens qu'il exploite, des moyens humains et matériels qu'il met en œuvre,
- des prestations réalisées et/ou des produits vendus.

2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Sous réserve de l'application des termes, limites et exclusions des présentes Conditions générales auxquels il n'est pas expressément dérogé ci-après, les dispositions particulières suivantes font partie intégrante de la garantie.

2.1 Dommages subis par les préposés

Faute inexcusable

Par dérogation à la définition du TIERS, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée en qualité d'employeur en raison d'un accident du travail ou d'une maladie atteignant un de ses préposés et résultant de la faute inexcusable de l'assuré ou d'une personne qu'il s'est substituée dans la direction de son entreprise, l'assureur garantit le remboursement des sommes dont il est redevable à l'égard de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie au titre :

- du capital représentatif prévu à l'article L 452-2 du Code de la Sécurité sociale,
- de l'indemnisation complémentaire versée en application de l'article L 452-3 du Code de la Sécurité sociale,
- des sommes allouées en réparation de l'ensemble des dommages non couverts par le livre IV du Code de la Sécurité sociale,

au bénéfice du salarié victime, ou de ses ayants-droit énumérés aux articles L 434-7 à L 434-14 du Code de la Sécurité sociale.

NE SONT PAS GARANTIES LES CONSÉQUENCES DE LA FAUTE INEXCUSABLE RETENUE CONTRE L'ASSURÉ ALORS :

- qu'il a été sanctionné antérieurement pour infraction aux dispositions de la Quatrième Partie de la partie réglementaire du Code du travail relative à la Santé et à la Sécurité au travail et des textes pris pour leur application,
- et que ses représentants légaux ne se sont pas conformés aux prescriptions de mise en conformité dans les délais impartis par l'autorité compétente.

Sous peine de déchéance, dans les conditions mentionnées à l'article L 113-2 4° du Code des assurances, l'assuré doit déclarer la procédure de reconnaissance de la faute inexcusable introduite contre lui - soit par écrit, soit verbalement contre récépissé - au siège social de l'assureur ou chez son représentant dès qu'il en a connaissance, et au plus tard dans les cinq jours qui suivent.

La garantie est accordée dans la limite des montants exprimés aux Conditions particulières. Par dérogation partielle à l'article 6.3, pour l'application de la garantie exprimée par année d'assurance aux Conditions particulières, chaque faute inexcusable est affectée à l'année d'assurance au cours de laquelle la procédure de reconnaissance en faute inexcusable telle que prévue au Code de la Sécurité sociale a été introduite.

Si plusieurs préposés sont victimes de la même faute inexcusable, celle-ci est affectée, pour l'ensemble des conséquences pécuniaires garanties, à l'année d'assurance au cours de laquelle la première procédure de reconnaissance a été introduite.

Faute intentionnelle

Par dérogation partielle à la définition du TIERS, les garanties du contrat sont applicables aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que pourrait encourir l'assuré en tant qu'employeur aux termes de l'article L 452-5 du Code de la Sécurité sociale, en raison de la faute intentionnelle de l'un de ses préposés.

N'EST PAS GARANTIE :

la cotisation supplémentaire mentionnée à l'article L 242-7 du Code de la Sécurité sociale.

Accident de trajet entre coprésosés

Par dérogation partielle à la définition du TIERS et à l'article 4.26 du titre 4 « Exclusions générales », les garanties du contrat sont applicables aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que pourrait encourir l'assuré en tant qu'employeur aux termes de l'article L 455-1 du Code de la Sécurité sociale, en raison d'un accident de trajet causé à un préposé par une personne appartenant à la même entreprise.

Dommages matériels et immatériels consécutifs subis par les préposés

Par dérogation partielle à la définition du TIERS et à l'article 4.26 du titre 4 « Exclusions générales », sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison des dommages matériels causés à ses préposés ainsi qu'aux stagiaires, candidats à l'embauche et bénévoles pendant l'exercice de leurs fonctions (y compris à leur véhicule en stationnement dans l'enceinte de l'établissement de l'assuré ou sur tout emplacement mis par lui à leur disposition à cet effet) ainsi que des dommages immatériels consécutifs à ces dommages matériels.

Stagiaires, candidats à l'embauche, bénévoles

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par l'assuré en raison :

- des dommages corporels subis par les stagiaires, les candidats à l'embauche et les bénévoles lorsqu'ils ne sont pas assujettis à la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- des dommages corporels subis par les élèves et étudiants stagiaires mentionnés aux articles D 412-3 et D 412-4 du Code de la Sécurité sociale ainsi que ceux mentionnés à l'article D 412-5-1 du même code qui effectuent un stage ne faisant pas l'objet d'un contrat de travail et n'entrant pas dans le cadre de la formation professionnelle continue.
- des dommages causés aux tiers par ces stagiaires, candidats à l'embauche et bénévoles lorsque ces personnes ont la qualité de préposés de l'assuré.

2.2 Utilisation de véhicules terrestres à moteur

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 4.26 du titre 4 « Exclusions générales » sont garantis, lorsque la responsabilité civile de l'assuré est recherchée :

- les dommages causés à des tiers dans la réalisation desquels sont impliqués des véhicules terrestres à moteur dont il n'a ni la propriété ni la garde, et que ses préposés utilisent pour les besoins du service (y compris sur le trajet de leur résidence au lieu de travail ou vice-versa), soit exceptionnellement, au su ou à l'insu de l'assuré, soit régulièrement.

Lorsque le véhicule est utilisé régulièrement, la garantie n'est accordée qu'à la condition que le contrat d'assurance automobile souscrit pour l'emploi du véhicule comporte, au moment de l'accident, une clause d'usage conforme à l'utilisation qui en est faite, sauf cas fortuit ou de force majeure.

Les montants de garantie prévus par le contrat d'assurance automobile souscrit pour l'emploi du véhicule interviendront toujours en franchise de la présente garantie.

- les dommages causés ou subis par les véhicules terrestres à moteur et leurs remorques et semi-remorques appartenant à des tiers et dont l'assuré ou ses préposés n'ont pas la garde, lorsqu'ils constituent une gêne matérielle à l'exercice de ses activités et qu'ils sont déplacés par l'assuré ou ses préposés sur la distance strictement nécessaire à la suppression de cette gêne.

2.3 Marchés publics et marchés passés avec des établissements publics

Par dérogation partielle à l'article 4.22 du titre 4 « Exclusions générales », la garantie est étendue à la responsabilité civile encourue par l'assuré dans le cadre de clauses de transfert de responsabilité ou de renonciation à recours acceptées par l'assuré aux termes des marchés de mise à sa disposition de matériel et de personnel passés avec l'État, des personnes morales de droit public, l'EDF, ENGIE, la RATP ou la SNCF.

3. EXTENSIONS DE GARANTIE

Les garanties explicitées ci-après sont accordées, si mention en est faite aux Conditions particulières du contrat. Elles sont accordées dans les termes, limites et exclusions du contrat auxquels il n'est pas expressément dérogé et sous réserve des dispositions particulières ci-après.

3.1 Atteinte accidentelle à l'environnement

Par dérogation partielle à l'article 4.24 du titre 4 « Exclusions générales », la garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant à l'assuré en raison de dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs subis par des tiers quand ces dommages :

- résultent d'atteintes à l'environnement accidentelles consécutives à des faits fortuits commis à l'occasion de l'exercice des activités déclarées aux Conditions particulières ;
- et surviennent antérieurement à la réception des travaux ou la livraison de produits, ou en cours de prestation, tant sur le site permanent de l'entreprise qu'en dehors de celui-ci.

NE SONT PAS GARANTIS :

- les dommages provenant d'installations classées exploitées par l'assuré et visées en France par le Titre 1er du Livre V du Code de l'environnement lorsque ces installations sont soumises à autorisation d'exploitation par les autorités compétentes ou enregistrement auprès des mêmes autorités ;
- les dommages causés ou aggravés :
 - par une inobservation des dispositions législatives et réglementaires ou des mesures édictées par les autorités compétentes en application de ces textes dès lors que cette inobservation était connue ou ne pouvait pas être ignorée par l'assuré, par la direction générale ou toute personne substituée dans cette fonction si l'assuré est une personne morale, avant la réalisation de l'atteinte à l'environnement,
 - par le mauvais état, l'insuffisance ou l'entretien défectueux des installations dès lors que ce mauvais état, cette insuffisance ou cet entretien défectueux était connu ou ne pouvait être ignoré par l'assuré, par la direction générale ou toute personne substituée dans cette fonction si l'assuré est une personne morale, avant la réalisation desdits dommages ;
- les redevances mises à la charge de l'assuré en application des lois et règlements, en vigueur au moment du sinistre, même si ces redevances sont destinées à remédier à une situation consécutive à des dommages donnant lieu à garantie ;
- les dommages immatériels qui ne seraient pas la conséquence directe d'un dommage corporel ou matériel garanti par le présent chapitre ;
- les dommages imputables aux travaux et prestations réalisés par des bureaux d'études techniques et/ou entreprises spécialisées dans le domaine de protection de l'environnement ou de la dépollution.

3.2 Dommages immatériels non consécutifs

Par dérogation partielle à l'article 4.23 du titre 4 « Exclusions générales », sont garantis les dommages immatériels qui ne sont pas la conséquence d'un dommage corporel ou matériel.

NE SONT PAS GARANTIS :

- les dommages immatériels qui sont la conséquence d'un dommage corporel ou matériel non garanti ;
- les réclamations portant sur le défaut de performance, l'insuffisance de rendement ou de performance par rapport aux spécifications techniques définies au marché ;
- les conséquences de l'inexécution de la prestation ou de la non-livraison du produit ;
- les conséquences pécuniaires résultant :
 - de malversations, escroquerie, création frauduleuse de fichiers professionnels,
 - de la transmission prohibée d'informations confidentielles visées par la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 modifiée « Informatique et Libertés », opérées par l'assuré, ses représentants légaux, ses dirigeants ou avec leur complicité.

4. EXCLUSIONS GÉNÉRALES

NE SONT PAS GARANTIS :

- 4.1 Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré ; la responsabilité civile de l'assuré en tant que commettant, du fait des fautes intentionnelles ou dolosives de ses préposés reste garantie.
- 4.2 Les dommages imputables à la violation délibérée :
- des règles particulières de sécurité et de prudence imposées par une loi ou un règlement ;
 - des règles de l'art ou des consignes de sécurité définies dans les documents techniques édités par les organismes compétents à caractère officiel ou les organismes professionnels,
- lorsque cette violation constitue une faute d'une gravité exceptionnelle dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience du danger que devait en avoir son auteur en raison de sa profession ou encore de l'absence de toute cause justificative et était connue ou ne pouvait être ignorée par les représentants légaux de l'entreprise.
- 4.3 Les dommages résultant :
- d'une défectuosité du matériel de l'assuré ou de ses installations connue de lui ;
 - de malfaçons qui auraient entraîné des réserves d'un maître d'œuvre, d'un bureau ou organisme de contrôle ou d'un maître d'ouvrage ; demeurent toutefois garantis les dommages qui surviennent pendant le délai strictement nécessaire à l'exécution des travaux tendant à la disparition des défectuosités et malfaçons, sans que ce délai puisse, sauf convention contraire antérieure à l'événement dommageable, excéder trois mois décomptés à partir de la date de constatation des défectuosités et malfaçons ou de notification des réserves ;
 - du choix délibéré d'une économie abusive sur le coût de la prestation ou sur les modalités d'exploitation.
- 4.4 Les dommages occasionnés directement ou indirectement :
- par la guerre étrangère ; il appartient à l'assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère ;
 - par la guerre civile, les attentats, les actes de terrorisme ou de sabotage, les émeutes, les mouvements populaires, la grève et le lock-out ; il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits.
- 4.5 Les dommages causés par les ouragans, trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques, tempêtes, raz-de-marée.
- 4.6 Les amendes (y compris celles ayant un caractère de réparation civile), les astreintes et, aux États-Unis d'Amérique, les sanctions pécuniaires prononcées sous le nom de « punitive damages » et « exemplary damages » ainsi que tous frais s'y rapportant.
- 4.7 Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés.
- 4.8 Les dommages causés par les champs et ondes électromagnétiques.
- 4.9 Les dommages de toute nature causés :
- par l'amiante,
 - par le plomb,
 - par les formaldéhydes.
- 4.10 Les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion, un phénomène d'origine électrique ou les eaux ayant pris naissance dans l'enceinte des établissements dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant à un titre quelconque pour une période supérieure à 30 jours consécutifs.
- 4.11 Les dommages de la nature de ceux visés par les articles 1792 à 1792-6 du Code civil dont la charge incombe à l'assuré en vertu :
- des articles précités ;
 - des principes dont s'inspirent les mêmes articles lorsque le droit administratif est applicable ;
 - d'un contrat de sous-traitance en raison des recours dont l'assuré serait l'objet ;
 - des responsabilités et garanties de même nature en matière de travaux de construction et qui seraient édictées par une législation étrangère ou par un usage local.

4.12 Les dommages survenus au cours de manifestations aériennes, nautiques et de leurs exercices préparatoires, ou de manifestations de véhicules terrestres à moteurs (et de leurs essais) soumises à déclaration ou autorisation des Pouvoirs publics et dont la responsabilité incombe à l'assuré en tant qu'organisateur ou concurrent.

4.13 Les dommages causés ou aggravés :

- par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ;
- par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par toute autre source de rayonnement ionisant et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire, ou trouvant leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire, ou frappant directement une installation nucléaire ;
- par toute source de rayonnements ionisants (en particulier radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisés hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, sa fabrication ou son conditionnement.

Par dérogation partielle à ce qui précède, sont couverts les dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants utilisés ou destinés à être utilisés en France à des fins médicales ou industrielles, hors d'une installation nucléaire, et pour lesquelles le détenteur ou l'utilisateur :

- bénéficie d'une exemption de toute déclaration ou d'autorisation,
- ou relève d'un régime de simple déclaration.

4.14 La responsabilité personnelle des préposés et des sous-traitants.

4.15 Les dommages dont l'éventualité ne pouvait être connue en l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment des faits imputables à l'assuré qui sont à l'origine du dommage.

4.16 Les dommages engageant les conséquences des responsabilités de la nature de celles visées en droit français par les Livres II et VI du Code de commerce, ou édictées par une législation étrangère ou un usage local, pouvant incomber individuellement ou solidairement aux dirigeants dans le cadre de leurs fonctions.

4.17 Les dommages qui résultent de conflits entre l'entreprise et ses préposés portant sur l'application des contrats de travail et la gestion des droits qui en résulte.

4.18 Les dommages résultant des faits ou actes suivants :

- une publicité mensongère ;
- un acte de concurrence déloyale ou parasitaire ;
- une atteinte à la propriété industrielle, littéraire ou artistique ;
- une atteinte à l'image d'une personne physique ou morale ;
- le non respect du secret professionnel ;
- un abus de confiance ;
- l'injure, la diffamation ;

sauf si la responsabilité de ces faits ou actes incombe à l'assuré en sa qualité de commettant et qu'il n'en est ni auteur, ni complice.

4.19 Les dommages résultant :

- des travaux et/ou prestations de l'assuré ou qu'il a fait exécuter pour son compte sur une partie d'un aéronef ou d'un engin spatial ou sur ou dans des aéronefs ou des engins spatiaux, y compris à ce titre l'avitaillement ;
- des produits livrés et/ou conçus par l'assuré ou pour son compte et destinés, à sa connaissance, à être incorporés dans des aéronefs ou des engins spatiaux ou à les équiper ;
- de la qualité de propriétaire ou d'exploitant d'aérodrome ou d'aéroport ou d'héliport.

4.20 Les dommages imputables à la fourniture de produits d'origine humaine ou de produits de biosynthèse dérivant directement de produits d'origine humaine.

4.21 Les dommages résultant :

- de litiges et préjudices afférents à la souscription, la reconduction, la modification, la résolution, la résiliation, l'annulation, la rupture des contrats que l'assuré a passés avec des tiers ;
- de litiges et préjudices afférents aux frais, honoraires et facturations de l'assuré ;
- de litiges de nature fiscale ;
- du non-versement ou de l'absence de restitution ou de représentation des fonds, effets ou valeurs détenus ou gérés par l'assuré ou ses préposés ;
- de l'absence ou de l'insuffisance des garanties financières, légales ou conventionnelles dont l'assuré doit pouvoir justifier l'existence.

- 4.22 Les conséquences d'engagements particuliers (tels que les conséquences des effets de la solidarité contractuelle, ou de transfert, aggravation de responsabilités, ou abandon de recours) que l'assuré aurait acceptés par convention ou qui lui seraient imposés par les usages de la profession et auxquels il n'aurait pas été tenu sans cette convention ou ces usages.
- 4.23 Les dommages immatériels :
- qui ne sont pas la conséquence d'un dommage corporel ou matériel ;
 - qui sont la conséquence d'un dommage corporel ou matériel non garanti.
- 4.24 Les dommages de toute nature consécutifs à une atteinte à l'environnement et survenant avant livraison ou en cours de prestation tant sur le site permanent de l'entreprise qu'en dehors de celui-ci ; excepté les dommages atteignant les préposés dans l'exercice de leurs fonctions lorsque ceux-ci sont victimes de la faute inexcusable de l'assuré ou d'un substitué dans la direction, ou de la faute intentionnelle d'un copréposé.
- 4.25 Les dommages causés aux biens confiés à l'assuré à quelque titre que ce soit.
- 4.26 Les dommages :
- causés par des engins ou véhicules flottants, ferroviaires ou aériens, les remontées mécaniques;
 - impliquant des véhicules terrestres à moteur, y compris les engins de chantier automoteurs fonctionnant comme outil, les remorques et semi-remorques ainsi que les appareils terrestres attelés à un véhicule terrestre à moteur, dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, l'usage ou la garde.
- 4.27 Le prix du travail effectué et/ou du produit livré par l'assuré et/ou ses sous-traitants.
- 4.28 Les frais engagés pour :
- réparer, parachever ou refaire le travail,
 - remplacer, retirer tout ou partie du produit.
- 4.29 Les dommages consécutifs à :
- un retard dans l'exécution des prestations,
 - l'inobservation de délais d'intervention, de livraison, de retraitement.
- 4.30 Les conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré du fait des dommages qui trouvent leur origine dans un dysfonctionnement provenant ou affectant des matériels électroniques ou informatiques ainsi que des programmes et données informatiques, dès lors que ce dysfonctionnement est imputable au codage de l'année.
- 4.31 Les dommages subis par les éléments naturels tels que l'air, l'eau, le sol, la faune, la flore, dont l'usage est commun à tous ainsi que les préjudices d'ordre esthétique ou d'agrément qui s'y rattachent.
- 4.32 Les dommages causés par des barrages ou des digues de plus de cinq mètres de haut, ainsi que par les eaux des lacs, des retenues et plans d'eau artificiels, d'une superficie supérieure à cinquante hectares.

5. DÉFENSE ET RECOURS

5.1 Défense des intérêts civils

5.1.1 Objet de la garantie

Cette garantie a pour objet la défense ou la représentation de l'assuré dans toute procédure judiciaire civile, commerciale ou administrative d'un des pays dans lesquels la garantie s'applique, lorsque l'action s'exerce en même temps dans l'intérêt de l'assureur, c'est-à-dire, lorsque des dommages sont garantis au titre du présent contrat et sont supérieurs à la franchise indiquée aux Conditions particulières.

L'assureur s'engage à assumer la défense de l'assuré et à régler l'ensemble des frais de justice et honoraires y afférents, dans les limites prévues aux Conditions particulières et selon les dispositions prévues par l'article 7.9.2 ci-après.

NE SONT PAS GARANTIS :

- en défense qui ne seraient pas liées aux activités ou aux risques garantis ;
- de nature pénale, sauf application de l'article 5.2, ci-dessous.

5.2 Défense pénale et recours

5.2.1 Généralités

Les dispositions qui suivent ont pour objet de définir la garantie « Défense pénale et recours » accordée aux assurés titulaires du présent contrat, lorsque mention en est faite aux Conditions particulières.

5.2.2 Objet de la garantie

Défense pénale

La garantie s'applique à la prise en charge ou au remboursement des frais de défense et à l'organisation de la défense de l'assuré, lorsqu'il est cité pénalement devant une juridiction d'un des pays où la garantie s'exerce, et que cette plainte porte sur des dommages garantis au titre du présent contrat et supérieurs à la franchise.

L'assureur s'engage à assumer la défense de l'assuré dans les mêmes conditions et limites que pour la défense civile prévue à l'article 5.1 ci-dessus.

Recours

La garantie est acquise en recours, pour le compte exclusif de l'assuré, dans la mesure où le dommage qu'il a subi aurait été indemnisé au titre du présent contrat (garanties responsabilité civile), si l'assuré en avait été l'auteur et non la victime et dans la mesure où le montant des intérêts en jeu (hors frais définis à l'article 5.2.5 ci-après) excède le seuil d'intervention indiqué aux Conditions particulières. Cette garantie s'exerce dans les limites territoriales indiquées à l'article 6.1.

5.2.3 Information de l'assureur

L'assuré doit déclarer le litige à l'assureur au plus tôt, en lui précisant les références de son contrat et l'existence éventuelle d'autres contrats couvrant le même risque.

Cette déclaration doit être faite à l'assureur par écrit, de préférence par lettre recommandée, et être accompagnée de tous renseignements et documents utiles à l'instruction du dossier.

L'assuré doit transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, actes d'huissier, citations et pièces de procédure qui lui seraient adressés, remis ou signifiés.

Par ailleurs, afin de permettre à l'assureur de donner son avis sur l'opportunité de transiger ou d'engager une instance judiciaire, l'assuré doit, **sous peine de non-garantie** :

- déclarer le litige à l'assureur avant de confier ses intérêts à un avocat,
- informer l'assureur à chaque nouvelle étape de la procédure.

Une fois informé de l'ensemble des données du litige ainsi qu'à toute étape du règlement de ce dernier, l'assureur fait connaître son avis sur l'opportunité de transiger, d'engager ou de poursuivre une instance judiciaire, en demande comme en défense, les cas de désaccord étant réglés selon les modalités prévues au paragraphe 5.2.7 ci-après.

Lorsque l'assuré fait de mauvaise foi des déclarations inexactes sur les faits, les événements ou la situation qui sont à l'origine du litige ou plus généralement sur tout élément pouvant servir à la solution d'un litige, l'assuré est entièrement déchu de tout droit à la garantie pour le litige considéré.

5.2.4 Prestations fournies

À l'occasion de la survenance d'un litige garanti l'assureur s'engage à :

- Fournir à l'assuré, après examen de l'affaire, tous conseils sur l'étendue de ses droits et la façon d'organiser sa défense ou de présenter sa demande ;
- Rechercher une solution amiable.

En concertation avec l'assuré, l'assureur intervient directement auprès de la partie adverse pour lui exposer son analyse de l'affaire et lui rappeler ses droits.

Néanmoins, au regard de la nature du litige, l'assureur pourra être amené à déléguer sa gestion à un prestataire externe si cela est opportun.

Par ailleurs, l'assuré sera assisté ou représenté par un avocat lorsqu'il sera ou que l'assureur sera informé que la partie adverse est défendue dans les mêmes conditions.

Lorsque le litige nécessite le recours à une expertise amiable ou à un constat d'huissier, l'assureur fait appel à des prestataires spécialisés avec lesquels il travaille habituellement et dont il définit la mission.

- Assurer la défense judiciaire de l'assuré.

En demande comme en défense, l'assureur assiste l'assuré dans la mise en oeuvre d'une action en justice si la démarche amiable n'aboutit pas, si les délais sont sur le point d'expirer ou si l'assuré a reçu une assignation et doit être défendu.

L'assureur intervient sous réserve de l'opportunité de l'action.

L'assuré dispose du libre choix de son avocat. A ce titre, l'assuré peut saisir un avocat de sa connaissance après en avoir informé l'assureur et lui avoir communiqué ses coordonnées.

L'assuré peut également, s'il en formule la demande écrite, choisir l'avocat proposé par l'assureur pour sa compétence dans le domaine concerné ou sa proximité. Dans les deux cas, l'assuré négocie avec lui le montant de ses frais et honoraires dans le cadre d'une convention d'honoraires et doit tenir informé l'assureur du suivi selon les dispositions prévues au contrat.

L'assuré a la liberté de choisir un avocat de sa connaissance chaque fois que survient un conflit d'intérêts entre l'assuré et l'assureur.

Dans ce cas, l'assureur prend en charge les frais et honoraires de l'avocat dans la limite du plafond de garantie indiqué aux Conditions particulières, et selon les conditions et modalités figurant ci-après à l'article 5.2.5.

5.2.5 Frais pris en charge

À l'occasion de la survenance d'un litige garanti l'assureur prend en charge dans la limite du plafond figurant aux Conditions particulières :

- les frais de constitution de dossiers tels que frais d'enquêtes, coût de procès-verbaux de police ou de constats d'huissier engagés par l'assureur ou avec son accord ;
- les honoraires d'experts ou de techniciens désignés par l'assureur ou choisis avec son accord ;
- Les frais taxables et émoluments d'avocats et d'auxiliaires de justice, ainsi que les autres dépens taxables ;
- les honoraires et frais non taxables d'avocat dans les conditions ci-après :

L'assureur, à condition que l'assuré l'ait informé dans les conditions prévues par le paragraphe « Information de l'assureur », prend en charge les frais et les honoraires engagés par l'assuré sur présentation des factures acquittées accompagnées de la décision rendue ou du protocole de transaction signé par les parties au litige, dans la limite du plafond indiqué aux Conditions particulières. Ce plafond comprend les frais divers (déplacement, secrétariat, photocopies) et taxes.

En cas de paiement par l'assuré d'une première provision à l'avocat de son choix, l'assureur s'engage, dans la limite de ladite provision, à faire une avance à l'assuré.

5.2.6 Subrogation

L'assureur, dans la limite des sommes qu'il a payées directement à l'assuré, ou dans l'intérêt de celui-ci, est subrogé dans les droits de l'assuré selon les dispositions prévues à l'article L 121-12 du Code des assurances, notamment pour le recouvrement des sommes allouées à l'assuré par les tribunaux au titre des dépens et des articles 700 du nouveau Code de procédure civile, 475-1 du Code de procédure pénale ou L 761-1 du Code de justice administrative.

5.2.7 Règlement des cas de désaccord

En cas de désaccord entre l'assuré et l'assureur portant sur le fondement du droit de l'assuré ou sur les mesures à prendre pour régler le litige, cette difficulté peut être soumise, à la demande de l'assuré, à l'appréciation d'un conciliateur désigné d'un commun accord par les parties ou, à défaut, par le président du Tribunal de Grande Instance statuant en la forme des référés. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à la charge de l'assureur à moins que le président du Tribunal n'en décide autrement lorsque l'assuré a mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si, contrairement à l'avis de l'assureur ou éventuellement à celui du conciliateur, l'assuré engage à ses frais une procédure contentieuse et obtient une solution plus favorable que celle qui avait été proposée par l'assureur ou le conciliateur, l'assureur prend en charge dans la limite du plafond global d'assurance, les frais et honoraires exposés par l'assuré pour cette procédure.

6. MODALITÉS DE LA GARANTIE

6.1 Étendue géographique

La garantie s'exerce pour les dommages survenus dans les pays de l'Union Européenne, la Suisse, Andorre et Monaco. Toutefois les garanties sont étendues aux dommages survenus dans le monde entier à l'occasion de voyages de l'assuré ou de ses préposés dans le cadre de stages, missions commerciales ou d'études, simple participation à des foires, expositions, salons, congrès, séminaires ou colloques d'une durée inférieure à trois mois.

La présente assurance ne peut en aucune manière se substituer à celle qui, à l'étranger, serait à souscrire conformément à la législation locale auprès d'assureurs agréés dans la nation considérée.

RESTENT TOUTEFOIS EN DEHORS DE LA GARANTIE LES DOMMAGES RÉSULTANT :

- des activités exercées par des établissements ou des installations permanentes, situés en dehors de la France, d'Andorre et Monaco.

6.2 Application de la garantie dans le temps

La garantie est déclenchée par la réclamation conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des assurances.

La garantie s'applique, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de 5 ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, l'assureur ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été resouscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

Le contrat ne garantit pas les sinistres dont le fait dommageable était connu de l'assuré à la date de souscription de la garantie concernée.

Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations. Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

Le sinistre est imputé à l'année d'assurance au cours de laquelle l'assureur a reçu la première réclamation. Constitue une réclamation toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droits, et adressée à l'assuré ou à son assureur.

Lorsqu'un même sinistre est susceptible de mettre en jeu les garanties apportées par plusieurs contrats successifs, la garantie déclenchée par le fait dommageable ayant pris effet postérieurement au 02 novembre 2003 est appelée en priorité, sans qu'il soit fait application des quatrième et cinquième alinéas de l'article L 121-4 du Code des assurances.

6.3 Montant des garanties et des franchises

L'indemnisation est effectuée en considérant l'étendue, le montant des garanties et des franchises prévus aux Conditions particulières et applicables au jour de la réclamation. Les montants comprennent les frais de défense, les intérêts et les dépens.

Lorsqu'un montant de garantie est fixé par sinistre, la somme indiquée forme la limite des engagements de l'assureur à l'égard de l'ensemble des réclamations se rattachant à un même fait dommageable.

RESPONSABILITÉ CIVILE DES PRESTATAIRES DE SERVICES

Modalités de la garantie

Lorsque le montant de la garantie est fixé pour une année d'assurance, la somme indiquée forme la limite des engagements de l'assureur pour tous les sinistres survenus au cours d'une même année d'assurance.

Le sinistre est imputé à l'année d'assurance au cours de laquelle l'assureur a reçu la première réclamation.

Les montants de garantie accordés par sinistre et pour une année d'assurance se réduisent et finalement s'épuisent par tout règlement d'indemnité ou de frais sans que ladite garantie puisse se reconstituer jusqu'à la fin de l'année d'assurance pour d'autres sinistres. La franchise est applicable par sinistre et quel que soit le nombre de lésés, sauf disposition contraire aux Conditions particulières du contrat.

Lorsqu'un même sinistre met en jeu simultanément différentes garanties, l'engagement maximum de l'assureur n'excède pas, pour l'ensemble des dommages, le plus élevé des montants prévus pour ces garanties.

Pour l'indemnisation des réclamations présentées pendant le délai subséquent de 5 ans, les montants des garanties prévues aux Conditions particulières sont accordés une seule fois pour la période de 5 ans :

- à concurrence du plafond annuel pour ceux exprimés par année d'assurance,
- à concurrence du plafond par sinistre pour ceux exprimés par sinistre.

Ces montants s'épuisent au fur et à mesure par tout règlement d'indemnité ou de frais sans qu'ils puissent se reconstituer au titre de ladite période de 5 ans.

7. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1 Formation et prise d'effet du contrat

Le contrat prend effet à partir du jour indiqué aux Conditions particulières. Il est parfait dès l'accord des parties.

7.2 Durée du contrat

Le contrat est conclu pour la période comprise entre sa date d'effet et la date de la première échéance annuelle. Il est reconduit tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une des parties, notifiée à l'autre deux mois au moins avant l'expiration de l'année d'assurance en cours (article L 113-12 du Code) sous réserve d'une disposition différente aux Conditions particulières. La date du cachet de la poste détermine la conformité de l'envoi au préavis défini ci-avant.

7.3 Résiliation du contrat

7.3.1 Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale

- a) par l'héritier, l'acquéreur ou l'assureur, en cas de décès de l'assuré ou d'aliénation de la chose assurée (article L 121 -10 du Code).
- b) par l'assureur :
- en cas de non-paiement de cotisation (article L 113-3 du Code) ;
 - en cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code) ;
 - en cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L 113-9 du Code) ;
 - après sinistre, l'assuré ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par lui auprès de l'assureur (article R 113-10 du Code). La résiliation prend effet un mois après réception de la lettre recommandée.
- c) par l'assuré :
- en cas de diminution du risque, si l'assureur refuse de réduire la cotisation en conséquence (article L 113-4 du Code),
 - en cas de résiliation par l'assureur d'un autre contrat de l'assuré après sinistre (article R 113-10 du Code). Dans ce cas, la demande doit intervenir dans le mois suivant la résiliation du contrat sinistré et la résiliation prend effet un mois après réception de la lettre recommandée ;
 - en cas de transfert de portefeuille de l'assureur (article L 324-1 du Code).
- d) par l'administrateur judiciaire en cas d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ou par le liquidateur judiciaire en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire dans les conditions définies à l'article L 622-13 du Code de Commerce.
- e) par l'assuré ou l'assureur en cas de survenance de l'un des événements suivants : changement de domicile, changement de situation matrimoniale, changement de régime matrimonial, changement de profession, retraite professionnelle ou cessation définitive d'activité professionnelle lorsque le contrat a pour objet de garantir des risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La demande doit être faite dans les trois mois suivant :
- pour le souscripteur, l'événement,
 - pour l'assureur, la date à laquelle il en a eu connaissance,
- la résiliation prend effet un mois après réception de la lettre recommandée comportant la date et la nature de l'événement (article L 113-16 du Code).

La résiliation doit être notifiée dans tous les cas par lettre recommandée ou recommandé électronique adressé, en ce qui concerne l'assuré, au siège de l'assureur et en ce qui concerne l'assureur par lettre recommandée au dernier domicile connu de l'assuré.

7.3.2 Le contrat est résilié de plein droit

En cas de retrait total de l'agrément de l'assureur (article L 326-12 du Code).

7.3.3 Dispositions concernant la cotisation

- En cas de résiliation au cours d'une année d'assurance pour des motifs autres que le non-paiement de la cotisation ou la révision des tarifs, la fraction de cotisation correspondant à la période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'assureur. L'assureur doit donc la rembourser à l'assuré si elle a été payée d'avance.
- Elle reste acquise à l'assureur en cas de disparition du risque assuré à la suite d'un sinistre réglé par l'assureur.

7.4 Déclarations

7.4.1 À la souscription du contrat

Le contrat est établi d'après les déclarations du souscripteur et la cotisation est fixée en conséquence.

Le souscripteur doit, sous peine des sanctions prévues ci-après, répondre exactement aux questions posées par l'assureur, notamment dans le formulaire de déclaration du risque, sur les circonstances lui permettant d'apprécier le risque.

Il doit notamment déclarer s'il a connaissance d'événements survenus au cours des cinq ans qui précèdent la souscription et susceptibles d'engager sa responsabilité.

7.4.2 En cours de contrat

Le souscripteur ou, à défaut, l'assuré doit déclarer les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux, et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur. Cette déclaration doit être faite, par lettre recommandée, dans un délai de quinze jours à partir du moment où le souscripteur a connaissance de ces circonstances.

Lorsque cette modification constitue une aggravation du risque, l'assureur peut proposer une augmentation de cotisation ou résilier le contrat. Dans le premier cas, si dans un délai de trente jours à compter de la proposition de l'assureur, l'assuré refuse cette proposition ou ne lui donne pas suite, l'assureur peut résilier le contrat. Dans le second cas, l'assureur rembourse à l'assuré la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru. Dans tous les cas, la résiliation prend effet dix jours après notification à l'assuré.

Lorsque cette modification constitue une diminution du risque, l'assuré a droit à une diminution du montant de la cotisation. Si l'assureur n'y consent pas, l'assuré peut dénoncer le contrat. La résiliation prend effet trente jours après la dénonciation et l'assureur rembourse à l'assuré la portion de cotisation afférente à la période pendant laquelle le risque n'a pas couru.

7.4.3 Sanctions

Toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans la déclaration des circonstances ou des aggravations visées aux paragraphes précédents est sanctionnée, même si elle a été sans influence sur le sinistre, dans les conditions suivantes :

■ **en cas de mauvaise foi du souscripteur ou de l'assuré, par la nullité du contrat**

- si la mauvaise foi du souscripteur ou de l'assuré n'est pas établie, par une réduction de l'indemnité de sinistre, en proportion des cotisations payées par rapport aux cotisations qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés. Le tarif pris pour base de cette réduction est, selon le cas, celui applicable, soit lors de la souscription du contrat, soit au jour de l'aggravation du risque ou, si celui-ci ne peut être déterminé, lors de la dernière échéance précédant le sinistre.

7.4.4 Déclaration des autres assurances

A la souscription ou en cours de contrat, le souscripteur doit déclarer les noms et adresses des autres assureurs lorsque plusieurs assurances couvrent les risques garantis.

7.5 Transfert de propriété

En cas de transfert de propriété de l'entreprise par suite de vente, donation, ou succession, l'assurance continue de plein droit au profit du nouveau propriétaire. Seul le nouveau propriétaire est tenu au paiement des cotisations à échoir à partir du moment où l'assureur a été informé du transfert. Il en est de même pour les héritiers en cas de décès.

En cas d'aliénation, celui qui aliène reste tenu envers l'assureur du paiement des cotisations échues ; il reste tenu des cotisations à échoir jusqu'au moment où il a, par lettre recommandée, informé l'assureur de l'aliénation.

7.6 Cotisation

7.6.1 Calcul de la cotisation

Les cotisations sont calculées selon l'une des modalités ci-après, précisée aux Conditions particulières.

Cotisation forfaitaire

La cotisation est payable d'avance ; son montant est fixé aux Conditions particulières.

Cotisation ajustable

Le souscripteur doit, à la souscription, verser la cotisation provisionnelle fixée aux Conditions particulières et, à chaque échéance principale, une cotisation provisionnelle égale à la dernière cotisation nette annuelle définitive connue avant cette échéance, laquelle ne peut être inférieure à la cotisation annuelle minimale irréductible prévue aux Conditions particulières.

La cotisation annuelle définitive sera calculée à la fin de l'année d'assurance en appliquant le taux de cotisation fixé aux Conditions particulières aux éléments variables retenus comme base de calcul et déclarés par le souscripteur pour l'année d'assurance écoulée. Elle ne peut en aucun cas être inférieure à la cotisation annuelle minimale irréductible prévue aux Conditions particulières.

Si la cotisation annuelle définitive est supérieure à la cotisation provisionnelle perçue pour la même période, une cotisation complémentaire égale à la différence est due par le souscripteur.

Si la cotisation annuelle définitive est inférieure à la cotisation provisionnelle perçue pour la même période, la différence est remboursée au souscripteur. Toutefois, ce remboursement ne peut excéder 40 % de la cotisation provisionnelle susvisée.

7.6.2 Déclaration des éléments variables

Modalités de la déclaration

Lorsque la cotisation est calculée suivant la formule visée au paragraphe 7.6.1 alinéa 3, le souscripteur doit, sous peine des sanctions prévues ci-après, déclarer à l'assureur, dans les trente jours suivant chaque échéance principale, le montant de l'élément variable, stipulé aux Conditions particulières, retenu comme base de calcul.

L'assureur peut faire procéder à la vérification des déclarations du souscripteur. Celui-ci doit recevoir, à cet effet, tout délégué de l'assureur et justifier à l'aide de tous documents en sa possession de l'exactitude de ses déclarations.

Conséquences et sanctions en cas de déclaration erronée ou en cas d'absence de déclaration

En cas d'erreur dans les déclarations servant de base au calcul de la cotisation, l'assureur se réserve le droit de faire application des sanctions prévues par les articles L 113-8 et L 113-9 du Code des assurances, telles que rappelées à l'article 7.4.3 des Conditions générales.

En cas d'absence de déclaration des éléments nécessaires à la détermination de la cotisation de révision dans les délais prévus, il en sera de même ; en outre 50 % de la dernière cotisation perçue seront payés à titre de pénalité.

À défaut de paiement de cette cotisation, l'assureur peut en poursuivre l'exécution en justice ou suspendre la garantie et résilier le contrat dans les conditions prévues à l'article « Paiement des cotisations » ci-après.

Définition des éléments variables

Les éléments variables retenus pour le calcul de la cotisation sont indiqués aux Conditions particulières. Toutefois, la définition des éléments variables retenus le plus souvent est la suivante :

■ RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL/ SALAIRES OU MASSE SALARIALE/

- Le montant total (brut) des sommes figurant sur la Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS 1) faite à l'Administration fiscale ou sur tout autre document qui viendrait à la remplacer.
- La moitié du montant hors taxes des factures réglées ou dues aux entreprises de travail temporaire ayant procuré du personnel intérimaire à l'assuré.

■ CHIFFRE D'AFFAIRES

Le montant des sommes hors taxes, payées ou dues par les clients en contrepartie d'opérations entrant dans les activités garanties de l'assuré et dont la facturation a été effectuée au cours de la période considérée.

■ HONORAIRES

Le montant des sommes payées ou dues par les clients de l'assuré au cours de la période d'assurance considérée en contrepartie des prestations fournies dans le cadre des activités garanties.

7.6.3 Paiement des cotisations

La cotisation annuelle ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions et les accessoires de cotisation ainsi que les impôts et taxes sur les contrats d'assurance, sont payables au siège de l'assureur ou au domicile du mandataire éventuellement désigné par lui à cet effet. Les dates de ce paiement sont celles indiquées aux Conditions particulières. Conformément à l'article L 113-3 du Code des assurances, à défaut du paiement d'une cotisation dans les 10 jours de son échéance, l'assureur peut, moyennant un préavis de 30 jours, suspendre la garantie et 10 jours après la prise d'effet de la suspension, résilier le contrat. L'assuré en est informé par lettre recommandée. La suspension de garantie pour non-paiement de cotisation ne dispense pas l'assuré de payer ses cotisations. La remise en vigueur du contrat après suspension des garanties est conditionnée au paiement intégral de la cotisation par l'assuré et des frais de poursuite et de recouvrement.

Ces frais correspondent aux coûts de mise en demeure de payer les cotisations émises par l'assureur conformément aux dispositions impératives de l'article L 113-3 alinéas 2 et 4 du Code des assurances.

Les frais de poursuite et de recouvrement sont de 84 €. La remise en vigueur est effective à midi au lendemain du jour de votre paiement.

Sans préjudice des dispositions ci-dessus : si le paiement de la cotisation de l'assuré est fractionné, tout retard de paiement d'une des fractions entraînera de plein droit l'exigibilité immédiate du total des fractions restant dues. Le paiement intervenu après résiliation de votre contrat ne le remettra pas en vigueur.

7.7 Révision - Adaptation

Révision des tarifs

Si l'assureur vient à modifier les tarifs applicables aux risques garantis par le présent contrat, la cotisation et le taux de cotisation lorsque celle-ci est révisable sur la base d'éléments variables définis aux Conditions particulières, sont modifiés dans la même proportion à la première échéance annuelle qui suit cette modification. L'avis d'échéance portera mention de la nouvelle cotisation. Dans le cas de majoration de la cotisation, le souscripteur aura le droit de résilier le contrat dans les formes prévues à l'article 7.3. « Résiliation du contrat » dans les quinze jours suivant celui où il aura connaissance de la majoration. Cette résiliation prendra effet un mois après sa notification et l'assuré sera alors redevable d'une fraction de cotisation calculée sur les bases de la cotisation précédente, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation. A défaut de résiliation dans le délai ci-dessus, la nouvelle cotisation est considérée comme acceptée par le souscripteur.

Adaptation des cotisations, des garanties et des franchises

Dans l'hypothèse où le contrat est indexé, les cotisations forfaitaires, les cotisations minimales, ainsi que les montants de garantie et les franchises indiqués aux Conditions particulières seront modifiés, à compter de chaque échéance annuelle, proportionnellement aux variations de l'indice également défini aux Conditions particulières. Cette modification s'effectuera dans la proportion constatée entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance principale.

7.8 Mesures conservatoires

L'assuré doit, dès lors qu'il a connaissance de faits ou événements susceptibles d'entraîner des dommages, prendre à ses frais toutes mesures utiles pour prévenir la survenance de dommages, ces mesures conservatoires pouvant aller jusqu'au retrait du marché des biens fournis.

Toute inaction ou retard apporté à la prise de mesures conservatoires autorise l'assureur à réclamer une indemnité proportionnée au préjudice qu'il subit.

7.9 Sinistres

7.9.1 Obligations de l'assuré ou, à défaut, du souscripteur

En cas de sinistre, l'assuré ou, à défaut, le souscripteur, doit :

- donner, dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les cinq jours ouvrés, avis du sinistre à l'assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, par écrit - de préférence par lettre recommandée - ou verbalement contre récépissé,

sous peine de déchéance si l'assureur établit que ce retard lui a causé un préjudice, cette sanction n'est pas applicable si le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure,

- indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai :
 - la date, la nature, les circonstances et le lieu du sinistre,
 - les noms et adresses de la ou des personnes lésées et, si possible, des témoins éventuels,
 - si les agents de l'autorité sont intervenus et s'il a été établi un procès-verbal ou un constat,
- transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extra-judiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés.

Faute par l'assuré ou le souscripteur de se conformer aux obligations prévues ci-dessus, sauf cas fortuit ou de force majeure, l'assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer. Si, à la suite d'un manquement à ses obligations, postérieur au sinistre, l'assuré perd tout droit à garantie, l'assureur indemnise tout de même les personnes envers lesquelles l'assuré est responsable. Toutefois l'assureur conserve la possibilité d'agir en remboursement des sommes qui ont ainsi été payées.

7.9.2 Obligations de l'assureur

Procédure - transactions

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat et dans la limite de sa garantie :

- devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives: l'assureur se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours,
- devant les juridictions pénales : si les victimes n'ont pas été désintéressées, la direction du procès incombe à l'assureur en ce qui concerne les intérêts civils de l'assuré. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'assuré, lorsque l'intérêt pénal de l'assuré n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'assuré.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit. Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur ne lui est opposable ; ne sont pas considérés comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

Inopposabilité des déchéances

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit.

L'assureur conserve néanmoins la faculté d'exercer contre l'assuré une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

Paiement des indemnités

Le paiement des indemnités doit être effectué dans les soixante jours qui suivent un accord amiable ou une décision judiciaire exécutoire, Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

Les indemnités sont payables en France en euros.

Au cas où le montant de l'indemnité a été fixé en monnaie étrangère, le règlement est effectué en euros au taux de change officiel au jour du règlement.

7.10 Subrogation

L'assureur se substitue à l'assuré, à concurrence de l'indemnité payée dans l'exercice de ses droits et actions à l'encontre de tout tiers responsable des dommages. Si, par le fait de l'assuré, ces droits et actions ne peuvent plus être exercés, la garantie cesse d'être acquise pour la partie non récupérable. Lorsque l'assureur a renoncé à exercer un recours contre le responsable d'un sinistre et que celui-ci est assuré, il peut alors, uniquement dans les limites de cette assurance, exercer son recours contre l'assureur du responsable.

L'assureur ne peut exercer aucun recours contre les enfants, descendants, ascendants, préposés et généralement toute personne dont l'assuré serait reconnu responsable, sauf cas de malveillance commise par une de ces personnes, mais il peut exercer un recours contre leurs assureurs.

7.11 Prescription

Conformément aux dispositions prévues par l'article **L 114-1** du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1. en cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
2. en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à 10 ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont vos ayants droit après décès.

Conformément à l'article **L 114-2** du Code des assurances, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription constituées par :

- toute demande en justice, même en référé, ou même portée devant une juridiction incompétente ;
- tout acte d'exécution forcée, ou toute mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ;
- toute reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou toute reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur.

Elle est également interrompue par :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée par :
 - l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime ;
 - l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Conformément à l'article L 114-3 du Code des assurances, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

7.12 Réclamation:

Indépendamment de votre droit d'engager une action en justice, si, après avoir contacté votre interlocuteur habituel ou votre Service Clients par téléphone ou par courrier, une incompréhension subsiste, vous pouvez faire appel au Service Relation Clientèle en écrivant à l'adresse suivante selon la garantie en jeu :

Protection Juridique

AXA Protection Juridique (Juridica)
Service Réclamation
1 place Victorien Sardou
78166 Marly le Roi Cedex

Autres garanties

AXA France
Direction Relations Clientèle
TSA 46 307
95901 Cergy Pontoise Cedex 9

Votre situation sera étudiée avec le plus grand soin.

Les délais de traitement de votre réclamation sont les suivants : un accusé de réception vous sera adressé dans un délai de 10 jours et vous recevrez une réponse dans un délai de 60 jours (sauf survenance de circonstances particulières induisant un délai de traitement plus long, ce dont nous vous tiendrons informés).

Si aucune solution n'a été trouvée, vous pourrez ensuite faire appel au Médiateur, personnalité indépendante, en vous adressant à l'association La Médiation de l'Assurance à l'adresse suivante :

Par mail : mediation-assurance.org

Par courrier : La Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris Cedex 09

Ce recours est gratuit.

Le Médiateur formulera un avis dans les 90 jours à réception du dossier complet. Son avis ne s'impose pas et vous laissera toute liberté pour saisir éventuellement le Tribunal français compétent.

8. DÉFINITIONS

Les définitions ci-après font partie intégrante du contrat dès lors que le mot ou l'expression y est utilisé. Elles n'ont aucune incidence sur l'existence d'une garantie si celle-ci n'est pas réputée acquise par les Conditions particulières.

Pour l'application du contrat, on entend par :

Accident

Tout événement soudain, imprévu, survenant de façon fortuite et qui constitue la cause de dommages corporels, matériels ou immatériels.

Année d'assurance

La période comprise entre :

- deux échéances annuelles de cotisation ;
- la date d'effet du contrat et la première échéance annuelle de cotisation ;
- la dernière échéance annuelle de cotisation et la date d'expiration ou de résiliation du contrat.

Assuré

Le souscripteur ou toute autre personne à qui cette qualité est reconnue aux Conditions particulières du contrat.

Si l'assuré est une personne morale, sont désignés comme assurés :

- pour les sociétés anonymes : les Président, Administrateurs ; Président du Directoire et Directeurs généraux ;
- pour les sociétés à autres formes juridiques : le gérant ;
- les substitués dans la direction dans l'exercice de leurs fonctions.

Atteinte à l'environnement

L'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux ;

la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

Atteinte à l'environnement accidentelle

L'atteinte à l'environnement est accidentelle lorsque sa manifestation est concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoquée et ne se réalise pas de façon lente et progressive.

Bien confié

Tout bien meuble appartenant à un tiers, y compris aux clients de l'assuré et dont ce dernier a le dépôt, la garde, ou qu'il détient à un titre quelconque.

Code

Le Code des assurances français.

Domage corporel

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

Dommege matériel

La détérioration ou destruction d'une chose ou substance ainsi que son vol ou sa disparition, toute atteinte physique à des animaux.

Dommege immatériel

Tout dommege autre que corporel ou matériel et notamment tout préjudice pécuniaire qui résulte de la privation de jouissance d'un droit, de la perte d'un bénéfice, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou un bien.

Dommege immatériel non consécutif

Tout dommege immatériel :

- qui n'est pas la conséquence d'un dommege corporel ou matériel,
- qui est la conséquence d'un dommege corporel ou matériel non garanti.

Fait dommegeable

Fait, acte ou événement à l'origine des dommegees subis par la victime.

Franchise

La part d'indemnité restant dans tous les cas à la charge de l'assuré et au-delà de laquelle s'exerce la garantie de l'assureur

Indice de souscription

Celui fixé aux Conditions particulières, si ce contrat est indexé.

Indice d'échéance principale

Celui publié à la date d'échéance principale du contrat (si celui-ci est indexé).

Litige

Situation conflictuelle ou différend conduisant l'assuré à faire valoir un droit, ou à se défendre devant une juridiction répressive, répondant aux conditions de la garantie « DÉFENSE PENALE ET RECOURS ».

Livraison

La remise effective par l'assuré d'un produit ou la réalisation d'une prestation, la mise en circulation volontaire d'un produit ou la réception de travaux, dès lors que cette remise, réalisation, mise en circulation ou réception donne au nouveau détenteur le pouvoir d'en user en dehors de toute intervention de l'assuré ou des personnes dont il est responsable.

Prestation

Fourniture d'un conseil, d'une étude ou d'un service sans livraison d'un produit au sens ci-après.

Produit

Tout bien susceptible d'être livré à des tiers ou mis en circulation par l'assuré.

Réclamation

Toute demande en réparation amiable ou contentieuse formée par la victime d'un dommage ou ses ayants droits et adressée à l'assuré ou à son assureur.

Sinistre

Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

Souscripteur

La personne physique ou morale désignée sous ce nom aux Conditions particulières, signataire du contrat et débitrice des cotisations. A défaut de désignation, l'assuré.

Tiers

Toute personne autre que :

- l'assuré tel qu'il est défini aux Conditions particulières,
- le conjoint, les ascendants et descendants de l'assuré, responsable du sinistre (excepté les cas où la Sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance dispose d'un recours contre l'assuré responsable),
- lorsque l'assuré est une personne morale, ses représentants légaux, les personnes que le souscripteur ou ses représentants légaux se sont substitués dans la direction de l'entreprise lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions,
- les préposés, salariés ou non, de l'assuré dans l'exercice de leurs fonctions.

Sauf dérogation expresse aux Conditions particulières, en cas de pluralité d'assurés désignés auxdites Conditions particulières, ceux-ci ne sont pas considérés comme tiers pour l'application du présent contrat, sauf pour les dommages corporels.

9. RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE

9.1 Définitions

Ces définitions complètent celles qui figurent aux Conditions générales du présent contrat.

Pour l'application de la présente garantie, on entend par :

Dommmages environnementaux

Les dommages visés par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition dans les différents états membres de l'Union Européenne, c'est-à-dire :

- les dommages affectant les sols, à savoir toute contamination des sols qui engendre un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine,
- les dommages affectant les eaux, à savoir tout dommage qui affecte de manière grave et négative l'état écologique, chimique ou quantitatif ou le potentiel écologique des eaux concernées,
- les dommages causés aux espèces et habitats naturels protégés, à savoir tout dommage qui affecte gravement la constitution ou le maintien d'un état de conservation favorable de tels habitats ou espèces.

La réparation de ces dommages s'effectue de deux manières (articles L 142-1 et suivants du Code de l'environnement) :

- sur injonction des pouvoirs publics ;
- sur requête d'une association ayant pour objet la protection de la nature et de l'environnement.

Eaux

Ensemble des eaux de surface et des eaux souterraines.

Eaux de surface

Ensemble des eaux naturelles courantes ou stables appartenant à un réseau hydrographique et par extension les eaux des zones littorales, délimitées par la laisse de haute mer et la laisse de basse mer.

Eaux souterraines

Ensemble des eaux naturelles libres ou captives appartenant à un système hydrogéologique souterrain.

Frais de prévention (des dommages environnementaux)

Les frais, tels que prévus par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition dans les différents états membres de l'Union Européenne, engagés pour prévenir ou minimiser les dommages environnementaux en cas de menace imminente de tels dommages. Ils sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de prévention, y compris le coût de l'évaluation de la menace imminente de dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Frais de réparation (des dommages environnementaux)

Les frais, tels que prévus par la directive européenne 2004/35/CE et ses textes de transposition dans les différents états membres de l'Union Européenne, engagés pour la réparation des dommages environnementaux résultant de toute action ou combinaison d'actions, y compris des mesures d'atténuation ou des mesures transitoires visant à restaurer, réhabiliter ou remplacer les ressources naturelles endommagées ou les services détériorés ou à fournir une alternative équivalente à ces ressources ou services.

Ils sont constitués des coûts justifiés par la nécessité d'une mise en œuvre correcte et effective des actions de réparation, y compris le coût de l'évaluation des dommages environnementaux, les options en matière d'action, ainsi que les frais administratifs, judiciaires et d'exécution, les coûts de collecte des données et les autres frais généraux, et les coûts de la surveillance et du suivi.

Première constatation vérifiable des dommages garantis

Tout fait objectif établi par tout moyen de preuve recevable attestant pour la première fois de la réalité d'un dommage garanti.

Responsabilité environnementale

La responsabilité instaurée par la directive européenne n° 2004/35/CE et ses textes de transposition dans les différents états membres de l'Union européenne.

Sinistre

Au titre de la garantie de Responsabilité Environnementale, constitue un seul et même sinistre l'ensemble des frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux engagés par l'assuré, qui résultent d'un fait dommageable unique.

Sol

Formation naturelle superficielle, résultant de l'altération des couches géologiques sous-jacentes. Par extension, il faut entendre également par sol, le sous-sol constitué des couches géologiques profondes.

9.2 Objet de la garantie

L'Assureur garantit, en l'absence de réclamation présentée par un tiers, le paiement des **frais de prévention** et de réparation des **dommages environnementaux**, lorsque ces frais sont consécutifs à un fait fortuit imputable à l'exercice des activités assurées déclarées aux Conditions particulières, et engagés par l'assuré, au titre de sa **responsabilité environnementale**, tant dans l'enceinte qu'à l'extérieur des sites assurés.

9.3 Dommages couverts

Les dommages environnementaux visés à la présente garantie sont :

- les dommages affectant les **sols**, à savoir toute contamination des sols qui engendre un risque d'incidence négative grave sur la santé humaine ;
- les dommages affectant les **eaux**, à savoir tout dommage qui affecte de manière grave et négative l'état écologique, chimique ou quantitatif ou le potentiel écologique des eaux concernées ;
- les dommages causés aux Espèces et Habitats Naturels Protégés (EHNP), à savoir tout dommage qui affecte gravement la constitution ou le maintien d'un état de conservation favorable de tels habitats ou espèces ;

lorsque ces frais ont été engagés, sur demande de l'autorité compétente et/ou en accord avec elle, tant :

- dans l'enceinte des sites de l'assuré,
- qu'à l'extérieur.

9.4 Exclusions

NE SONT PAS GARANTIS :

9.4.1 Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré.

9.4.2 Les dommages imputables à la violation délibérée :

- des règles particulières de sécurité et de prudence imposées par une loi ou un règlement ;
- des règles de l'art ou des consignes de sécurité définies dans les documents techniques édités par les organismes compétents à caractère officiel ou les organismes professionnels,

lorsque cette violation constitue une faute d'une gravité exceptionnelle dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience du danger que devait en avoir son auteur en raison de sa profession ou encore de l'absence de toute cause justificative et était connue ou ne pouvait être ignorée par les représentants légaux de l'entreprise.

9.4.3 Les dommages résultant :

- d'une défectuosité du matériel de l'assuré ou de ses installations connue de lui ;
- de malfaçons qui auraient entraîné des réserves d'un maître d'œuvre, d'un bureau ou organisme de contrôle ou d'un maître d'ouvrage ; demeurent toutefois garantis les dommages qui surviennent pendant le délai strictement nécessaire à l'exécution des travaux tendant à la disparition des défectuosités et malfaçons, sans que ce délai puisse, sauf convention contraire antérieure à l'événement dommageable, excéder trois mois décomptés à partir de la date de constatation des défectuosités et malfaçons ou de notification des réserves ;
- du choix délibéré d'une économie abusive sur le coût de la prestation ou sur les modalités d'exploitation.

9.4.4 Les dommages occasionnés directement ou indirectement :

- par la guerre étrangère ; il appartient à l'assuré de faire la preuve que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère ;
- par la guerre civile, les attentats, les actes de terrorisme ou de sabotage, les émeutes, les mouvements populaires, la grève et le lock-out ; il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits.

9.4.5 Les dommages causés par les ouragans, trombes, cyclones, inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques, tempêtes, raz-de-marée.

9.4.6 Les amendes (y compris celles ayant un caractère de réparation civile), ainsi que les astreintes.

9.4.7 Les dommages résultant de l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés.

9.4.8 Les dommages causés par les champs et ondes électromagnétiques.

9.4.9 Les dommages de toute nature causés :

- par l'amiante,
- par le plomb,
- par le formaldéhyde.

9.4.10 Les dommages causés ou aggravés :

- par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif, ou par toute autre source de rayonnement ionisant et qui engage la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire, ou trouvant leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire, ou frappant directement une installation nucléaire ;
- par toute source de rayonnements ionisants (en particulier radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, sa fabrication ou son conditionnement.

Par dérogation partielle à ce qui précède, sont couverts les dommages ou aggravations de dommages causés par des sources de rayonnements ionisants utilisées ou destinées à être utilisées en France à des fins médicales ou industrielles, hors d'une installation nucléaire, et pour lesquelles le détenteur ou l'utilisateur :

- bénéficie d'une exemption de toute déclaration ou d'autorisation,
- ou relève d'un régime de simple déclaration.

9.4.11 Les dommages dont l'éventualité ne pouvait être connue en l'état des connaissances scientifiques et techniques au moment des faits imputables à l'assuré qui sont à l'origine du dommage.

9.4.12 Les dommages causés par des barrages ou des digues de plus de cinq mètres de haut, ainsi que par les eaux des lacs, des retenues et plans d'eau artificiels, d'une superficie supérieure à cinquante hectares.

9.4.13 Les dommages imputables à la fourniture de produits d'origine humaine ou de produits de biosynthèse dérivant directement de produits d'origine humaine.

9.4.14 Les dommages résultant de l'absence ou de l'insuffisance des garanties financières, légales ou conventionnelles dont l'assuré doit pouvoir justifier l'existence.

9.4.15 Les dommages :

- causés par des engins ou véhicules flottants, ferroviaires ou aériens, les remontées mécaniques ; demeurent toutefois garantis les dommages imputables au matériel ferroviaire, même automoteur, qui est utilisé sur les embranchements de chemins de fer particuliers exploités par l'assuré pour les seuls besoins des activités garanties ;
- impliquant des véhicules terrestres à moteur, y compris les engins de chantier automoteurs fonctionnant comme outil, les remorques et semi-remorques ainsi que les appareils terrestres attelés à un véhicule terrestre à moteur, dont l'assuré ou les personnes dont il est civilement responsable ont la propriété, la conduite, l'usage ou la garde.

9.4.16 Les dommages résultant de tous rejets ou émissions autorisés ou tolérés par les autorités administratives pour l'exploitation du site de l'assuré.

9.4.17 Les frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux causés par les installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement au titre du livre V du code de l'environnement.

9.4.18 Les frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux causés par les réservoirs et les canalisations enterrés, enfouis en pleine terre ou installés en fosse ou en caniveau non visitables, constitués d'une simple paroi et mis en service depuis plus de dix ans à la date du sinistre.

Il est précisé que la garantie reste acquise, sans préjudice de l'application des autres exclusions, pour les dommages causés par les réseaux d'effluents implantés à l'intérieur du site assuré ainsi que, le cas échéant, par l'émissaire d'évacuation des eaux traitées.

9.4.19 Les conséquences des responsabilités de la nature de celles visées en droit français par les Livres II et VI du Code de commerce, ou édictées par une législation étrangère ou un usage local, pouvant incomber individuellement ou solidairement aux dirigeants dans le cadre de leurs fonctions.

9.5 Montant de garantie et franchise

La présente garantie est accordée à concurrence de **35 000 €** par année d'assurance.

Il ne peut être dérogé à ce montant dans les Conditions particulières du présent contrat.

En cas de sinistre, une franchise égale à **1 500 €** est déduite du montant de l'indemnité versée au titre de cette garantie. **Elle ne peut avoir pour effet de diminuer le plafond de garantie.**

Ces montants ne sont jamais indexés.

9.6 Territorialité

La garantie de responsabilité environnementale s'applique aux frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux engagés sur le territoire des pays membres de l'Union Européenne ayant transposé la directive européenne 2004/35/CE.

LA PRÉSENTE ASSURANCE NE PEUT EN AUCUNE MANIÈRE SE SUBSTITUER À CELLE QUI, À L'ÉTRANGER, SERAIT À SOUSCRIRE CONFORMÉMENT À LA LÉGISLATION LOCALE AUPRÈS D'ASSUREURS AGRÉÉS DANS LA NATION CONSIDÉRÉE.

9.7 Durée de la garantie

La garantie de responsabilité environnementale s'applique aux frais de prévention et de réparation des dommages environnementaux engagés par l'assuré entre la date de prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de 24 mois à sa date de résiliation ou d'expiration, dès lors que ces frais sont engagés à la suite :

- d'un fait dommageable survenu entre la date de prise d'effet initiale de la garantie et la date de sa résiliation ou de son expiration ;
- et de dommages ayant fait l'objet d'une **première constatation vérifiable** entre la date de prise d'effet initiale de la garantie et la date de sa résiliation ou de son expiration.

9.8 Sinistres

Les obligations de l'assuré ou, à défaut, du souscripteur, ainsi que celles de l'assureur sont en cas de sinistre celles déjà définies aux Conditions générales pour la garantie « responsabilité civile ».

Votre interlocuteur AXA



Votre Espace Client **Mon AXA**

Retrouvez l'ensemble de vos services
en ligne sur **Mon AXA** via axa.fr

AXA vous répond sur :



Je choisis une assurance **citoyenne**

+ de confiance, + de prévention, + de solidarité, + d'engagement pour
l'environnement... Cette offre appartient à la gamme Assurance
citoyenne. Retrouvez les atouts citoyens de votre assurance sur axa.fr

